

RAPPORT DE LA 46E RÉUNION DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

Documents complémentaires pour ce point : aucun

Action requise lors de cette réunion – Le Conseil de Coordination du Programme est invité à :

adopter le rapport de la 46^e réunion du Conseil de Coordination du Programme.

Implications financières des décisions prises : *aucune*

1. Ouverture

1.1 Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (le Conseil ou CCP) s'est réuni virtuellement pour sa 46e réunion le 23 juin 2020.
2. Le Président du CCP, Mark Cassayre, Chef de mission adjoint de la Mission des États-Unis auprès des Nations Unies et des organisations internationales, à Genève, a accueilli les participants à l'occasion de la toute première réunion virtuelle du CCP, due à la crise sans précédent liée à la COVID-19.
3. Après quelques instants de recueillement en mémoire des personnes décédées du sida ou de la COVID-19, le Président s'est attardé sur la nécessité, pour la communauté internationale, de répondre à ces crises dans l'unité et avec des valeurs humaines. Il a félicité le Secrétariat de l'ONUSIDA d'avoir organisé la réunion virtuelle du CCP.
4. Le Président a souligné que les réussites collectives de la riposte au VIH ne devaient pas être dilapidées et que la prochaine stratégie de l'ONUSIDA devait garantir la poursuite de ce travail important.
5. Il a ensuite informé les participants des procédures et des questions logistiques de la réunion virtuelle, en notant que cette nature virtuelle avait nécessité un engagement précoce important lors des sessions et points de situation préalables à la réunion. Rappelant les décisions intersessions adoptées par le CCP depuis la 45e réunion en décembre 2019, « Réorganisation des réunions du CCP de l'ONUSIDA prévues en 2020 face à la crise de la COVID-19 » et « Modalités et procédures de la 46e réunion virtuelle du CCP de l'ONUSIDA », le Président a remercié le Bureau et les participants du CCP pour leur engagement et leur dévouement pendant cette période exceptionnelle.
6. Les participants ont adopté l'ordre du jour.

1.2 Examen du rapport de la 45e réunion du CCP

7. Le Conseil a adopté le rapport de la 45e réunion du CCP.

1.3 Rapport du Directeur exécutif

8. Winnie Byanyima, Directrice exécutive de l'ONUSIDA, a accueilli les délégués à la réunion virtuelle du Conseil. Elle a exprimé sa tristesse face aux plus de 465 000 décès dus à la COVID-19 et aux 32 millions de personnes mortes du sida depuis le début de la pandémie. Elle a affirmé que ces morts auraient pu être évitées.
9. La crise actuelle du sida a obligé le monde à redoubler d'efforts pour atteindre les millions de personnes encore laissées pour compte. Selon elle, même avant la COVID-19, le monde n'était pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de 2020. La crise liée à la COVID-19 risque de le faire dévier de son cap. Le Programme commun a dû relever des défis plus difficiles pour aider les pays à surmonter les pandémies et à favoriser l'émergence de sociétés sûres, équitables et résilientes.

10. Elle a déclaré au CCP que le Programme commun fournissait des informations stratégiques, intensifiait le plaidoyer politique urgent et encourageait les efforts visant à placer les populations au centre des ripostes au VIH et à la COVID-19. Ce que nous avons appris de la lutte contre la pandémie de VIH doit être mis à profit dans cette nouvelle crise. Le monde a notamment dû tirer les enseignements des douloureuses expériences de l'inégalité de l'accès aux technologies de la santé au début de la riposte au sida.
11. Mme Byanyima a assuré que les capacités techniques du Secrétariat concernant l'accès aux technologies de la santé avaient été renforcées. Elles font suite à un double effort stratégique en faveur d'un accès équitable à toutes les technologies pour la COVID-19 : soutenir le travail technique intergouvernemental et interinstitutions visant à faire progresser le Pool d'accès aux technologies COVID-19 d'une part, et organiser une campagne mondiale pour un « vaccin universel » contre la COVID-19 d'autre part.
12. Cette dernière initiative a pour objectif qu'un vaccin contre la COVID-19 et les technologies associées soient exempts de brevet, produits en masse, distribués équitablement et gratuitement là où ils doivent être utilisés. La Directrice exécutive a déclaré au Conseil que le vaccin devrait être une technologie libre et que le seul accès limité devrait être la capacité de production. Les pays pauvres ne doivent pas être les derniers à bénéficier d'un vaccin. Elle a appelé tous les pays à soutenir le Pool d'accès aux technologies COVID-19.
13. Mme Byanyima a expliqué au CCP que les équipes communes de l'ONUSIDA travaillaient dans l'urgence sur de nombreux fronts au niveau national contre le VIH et la COVID-19.
14. La crise de la COVID-19 aggrave les risques encourus par les personnes vivant avec le VIH et frappe plus durement les plus pauvres. Elle a indiqué que les résultats d'une enquête sur les programmes soutenus par le Fonds mondial dans 106 pays mettaient en évidence des perturbations dans la prestation de services dans 85 % des programmes de prise en charge du VIH. En réponse, l'ONUSIDA a aidé de nombreux pays à mettre en œuvre la prescription et la délivrance d'antirétroviraux sur plusieurs mois ainsi que d'autres mesures.
15. Les adolescentes et les jeunes femmes étaient déjà confrontées à une crise. Elle a déploré le fait que ces populations risquaient désormais également de ne plus retourner à l'école après la levée des mesures de confinement, en faisant également référence à l'augmentation de la violence sexiste due à ces mesures de confinement, ce qui augmente par conséquent le risque de contracter le VIH. À partir des enseignements tirés de la riposte au VIH, le Programme commun a élaboré un guide visant à aider les femmes et les filles dans le contexte de la pandémie de COVID-19. Elle a déclaré au Conseil que certains gouvernements utilisaient des pouvoirs d'urgence pendant la pandémie pour cibler les populations clés, ce qui est inacceptable.
16. Mme Byanyima a souligné la nécessité d'exploiter les points forts et les enseignements de la riposte au VIH pour l'effort contre la COVID-19, notamment l'importance du renforcement des communautés et de la protection des droits de l'homme. Elle a appelé à ce que les réponses aillent plus loin que les interventions biomédicales pour s'attaquer également aux inégalités qui alimentent les pandémies.
17. Elle a indiqué au Conseil que certains de ces enseignements avaient été utilisés, mais que trop d'erreurs commises au début de l'épidémie de sida

avaient été répétées. Elle a ajouté que la crise actuelle avait renforcé la nécessité d'un système de santé universel et gratuit. Pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, cela implique un allègement et une annulation de la dette à court et à long terme afin qu'ils puissent disposer d'une marge de manœuvre budgétaire suffisante pour faire face à la pandémie.

18. Elle a déploré face aux participants que la riposte mondiale au VIH ne soit pas sur la bonne voie. L'analyse de l'ONUSIDA a mis en évidence quatre tendances inquiétantes.
 - Bien que l'épidémie reste une crise mondiale, le sentiment d'urgence de la combattre diminue.
 - La réduction des nouvelles infections par le VIH et des décès liés au sida n'a pas atteint les taux sur lesquels les États membres des Nations Unies s'étaient engagés en 2016. Les progrès réalisés dans la prévention de la transmission verticale du VIH ont également cessé. Il est nécessaire de repartir sur de bonnes bases.
 - Le VIH reste une épidémie d'inégalités. Il est inacceptable que la plupart des nouvelles infections frappent les populations clés et que l'Afrique en reste l'épicentre, les adolescentes et les jeunes femmes étant toujours très exposées, en dépit du fait que les données probantes, les outils et les systèmes de prévention des nouvelles infections soient à portée de main. Certains pays sont sur la bonne voie, mais ce n'est pas le cas pour un trop grand nombre d'entre eux.
 - De sérieuses lacunes subsistent dans la prévention du VIH. Les pays doivent mieux cibler les groupes de population ayant les taux de nouvelles infections les plus élevés, notamment les populations clés et les adolescentes et jeunes femmes, ainsi que leurs partenaires. Elle a indiqué que l'ONUSIDA aurait une « conversation difficile » sur les raisons du blocage de la prévention, sur la manière d'impliquer plus efficacement les hommes et les garçons, sur les investissements nécessaires pour une prévention plus efficace et sur la manière d'affronter plus efficacement les obstacles politiques et juridiques.
19. La Directrice exécutive a affirmé avoir fait du devoir de diligence envers le personnel de l'ONUSIDA une priorité personnelle. Elle a indiqué qu'elle avait mis en place un comité de crise dès le début de la pandémie de COVID-19 et a notamment décrit certains aspects procéduraux du soutien apporté au personnel. Lors d'une enquête interne menée auprès du personnel en avril 2020, 86 % des employés ont déclaré se sentir motivés et pouvoir se concentrer sur leurs missions pendant les périodes de télétravail. Selon elle, la pandémie a forcé l'adoption de nouvelles méthodes de travail, dont certaines fonctionnent bien et pourraient faire partie de la « nouvelle normalité » à l'ONUSIDA.
20. Mme Byanyima a informé le CCP que la prochaine stratégie de l'ONUSIDA serait d'une importance capitale. La stratégie doit être élaborée en deux phases. Un examen détaillé de la stratégie actuelle, fondé sur des données probantes, doit être achevé d'ici fin juillet 2020. Ces résultats et d'autres informations serviront de base à une consultation des parties prenantes, prévue pour septembre 2020. Celle-ci comprendra les options suivantes :
 - Option 1 : conserver l'orientation et la structure de la stratégie actuelle et prolonger le calendrier jusqu'en 2025.
 - Option 2 : conserver les principaux piliers de la stratégie actuelle, mais l'améliorer afin de prioriser les domaines stratégiques où les progrès sont

insuffisants.

- Option 3 : élaborer une stratégie globale et entièrement nouvelle.
21. Mme Byanyima a fait savoir que l'option 2 comportait à ses yeux des avantages distincts. Elle a recommandé que la consultation de septembre retienne une option afin que l'élaboration de la prochaine stratégie puisse commencer immédiatement. Un projet de stratégie sera présenté lors de la 47e réunion du CCP en décembre 2020, et une stratégie finale sera ensuite adoptée début 2021, probablement en mars. Cela permettrait de disposer de suffisamment de temps pour préparer la prochaine réunion de haut niveau à l'Assemblée générale des Nations Unies en juin 2021.
 22. Elle a également informé le Conseil des travaux du Groupe consultatif de l'ONUSIDA, qu'elle a mis en place pour la conseiller pendant la période de transition jusqu'à la mi-2021. Ces travaux consistent à examiner les priorités programmatiques dans des domaines clés, comme les adolescentes et les jeunes femmes, le financement, les droits de l'homme, la science et l'accès aux médicaments.
 23. Concernant la relation entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial), la Directrice exécutive a expliqué que le partenariat avait transformé la manière dont les pays abordent, financent et répondent aux pandémies mondiales.
 24. Elle a indiqué que des travaux étaient en cours afin de rendre opérationnel le protocole d'accord entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial. Cinq domaines de collaboration plus étroite ont été identifiés : l'information stratégique ; les ripostes nationales pérennes ; les droits de l'homme, l'égalité des sexes et la prestation de services communautaires ; la prévention et l'accès aux traitements ; la résilience face à la COVID-19 et les innovations dans les situations de crise. Un cadre révisé comprendra des mécanismes de redevabilité mutuelle.
 25. Mme Byanyima a décrit quelques-unes des nombreuses façons dont l'ONUSIDA soutient le travail stratégique et opérationnel du Fonds mondial, notamment l'aide à l'élaboration et/ou à l'évaluation des demandes de financement des pays et des régions.
 26. Elle a déclaré au CCP qu'une collaboration plus étroite entre l'ONUSIDA et le Fonds mondial était indispensable pour que les ripostes au VIH et à la COVID-19 aient l'impact nécessaire. Elle a ajouté que le Programme commun avait besoin de ressources adéquates pour concrétiser cet impact commun, avant d'appeler les donateurs du Fonds mondial à effectuer des dons proportionnels à l'ONUSIDA.
 27. Concernant le Plan d'action de gestion, la Directrice exécutive a fait savoir qu'elle avait introduit plusieurs éléments dans le but de renforcer le processus. Il s'agissait notamment d'intégrer les principes de réflexion, de dialogue et d'écoute du leadership féministe dans les processus de changement de la culture organisationnelle.
 28. Une nouvelle équipe de communication interne a également été mise en place en vue de favoriser la collaboration nécessaire aux progrès quotidiens, et plusieurs nouveaux outils ont été introduits pour accompagner les processus de changement. Un nouveau conseiller en charge du bien-être du personnel a été nommé en février.

29. Un nouveau dispositif de délégation de pouvoirs a également été introduit, transférant le cas échéant l'autorité aux bureaux régionaux et nationaux. Dans le cadre de ce processus, des experts en gestion des ressources humaines seront affectés à chacun des quatre bureaux régionaux.
30. Le Secrétariat lancera une politique renforcée et élargie couvrant l'interdiction des intimidations, du harcèlement sexuel, de la discrimination et de l'abus de pouvoir. Des mesures ont été prises pour accélérer les enquêtes sur les cas d'abus par les services de contrôle interne (IOS) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).
31. Mme Byanyima a poursuivi en expliquant que le Bureau de la déontologie avait été renforcé conformément aux normes recommandées par le Corps commun d'inspection (CCI) et qu'il serait établi en tant que fonction indépendante. Le CCP recevra bientôt le rapport de l'évaluation indépendante de la riposte du système des Nations Unies (ONU) au sida en 2016-2019, qui contribuera également à la prochaine stratégie. Elle a expliqué au Conseil que, dans le même temps, l'ONUSIDA avait adopté les réformes globales du système de développement des Nations Unies et y avait participé.
32. Concernant les besoins en ressources, Mme Byanyima a remercié les donateurs pour leur soutien. Jusqu'à présent, environ 84 millions de dollars US ont été reçus au titre du budget de base pour le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF) en 2020. Elle a expliqué que la pandémie de COVID-19 avait renforcé la nécessité d'investir dans l'ONUSIDA afin qu'il puisse mener à bien sa mission urgente mais inachevée consistant à mettre fin à l'épidémie de sida.
33. Elle a insisté sur le fait qu'un UBRAF entièrement financé était essentiel, et elle s'est engagée à poursuivre un dialogue sur le financement stratégique avec tous les donateurs afin d'assurer à l'ONUSIDA de disposer des ressources nécessaires pour mettre en œuvre sa prochaine stratégie. En conclusion, la Directrice exécutive a déclaré que l'ONUSIDA encouragerait une communauté de donateurs plus large et plus diversifiée et poursuivrait le dialogue sur le financement stratégique avec tous les donateurs concernant leurs préférences quant à la manière dont les fonds devraient être utilisés.
34. Le Président a laissé la place aux commentaires.
35. Les membres ont remercié la Directrice exécutive pour son rapport concis et complet, et pour avoir veillé à ce que le Programme commun poursuive son travail essentiel contre le VIH et en tant que partenaire clé dans la riposte des Nations Unies à la COVID-19. Ils ont insisté sur le fait que la riposte à la pandémie avait beaucoup à apprendre du mouvement de lutte contre le sida. Ils ont exhorté les pays à ne pas « laisser tomber » le VIH pendant qu'ils agissent face à la nouvelle pandémie.
36. Les intervenants ont salué le renforcement de la gouvernance et de la redevabilité à l'ONUSIDA. Ils ont également accueilli favorablement la nouvelle approche de surveillance et l'engagement à utiliser les principes féministes pour piloter le changement. Ils se sont félicités des progrès accomplis vers la parité des sexes et ont demandé que des mesures supplémentaires soient prises pour atteindre la parité à tous les niveaux de l'organisation. Ils ont aussi plaidé en faveur d'un recrutement accru de personnel provenant de pays sous-représentés.
37. Les membres ont souligné que la prochaine stratégie de l'ONUSIDA au-delà

de 2021 devrait être équitable, fondée sur des données probantes et ancrée dans une approche basée sur les droits de l'homme. Ils se sont félicités de l'importance accrue accordée aux approches communautaires et à la promotion de la couverture sanitaire universelle. Ils ont affirmé que la prochaine stratégie devrait mettre l'accent sur l'intégration des services liés au VIH dans les systèmes de santé et soutenir le renforcement de ces systèmes.

38. La prochaine stratégie devra également combler les lacunes qui subsistent pour atteindre les populations les plus exposées. Les membres ont estimé qu'il était essentiel de renforcer les interventions de prévention là où les progrès sont trop lents et inégaux et de mettre davantage l'accent sur les moteurs structurels du VIH ainsi que sur les populations clés, les adolescentes et les jeunes femmes. Les intervenants ont salué l'importance accordée à l'autonomisation des adolescentes et des jeunes femmes et à la satisfaction de leurs besoins en matière de santé sexuelle et procréative.
39. Les progrès en matière de couverture des traitements ont été notés et il a été demandé à l'ONUSIDA quels indicateurs seraient utilisés pour mesurer l'impact de ces progrès sur la vie des populations.
40. Certains intervenants ont suggéré que le processus de la stratégie constitue également une occasion de repenser l'approche actuelle de l'UBRAF. Il sera peut-être nécessaire d'envisager une nouvelle approche de suivi des performances.
41. Plusieurs membres ont exprimé leur préférence pour l'option 2 proposée par la Directrice exécutive.
42. Les intervenants ont souligné la nécessité d'une solide coordination entre les ripostes au VIH et à la COVID-19. Les membres ont félicité l'ONUSIDA pour avoir appliqué à la pandémie de COVID-19 le type d'approches fondées sur les communautés et les droits de l'homme qui ont caractérisé la riposte au VIH.
43. Les intervenants ont rappelé que les personnes vivant avec le VIH couraient un risque élevé de contracter la COVID-19 et que des résurgences alarmantes de violence sexiste avaient été signalées pendant les confinements dus à la COVID-19. Ils ont affirmé que des populations clés avaient été ciblées pendant la pandémie de COVID-19.
44. Les intervenants ont ajouté que l'accès aux ressources de santé essentielles était restreint et que les ressources vitales étaient reprogrammées au détriment du VIH et d'autres priorités sanitaires, tout en insistant sur le fait que le VIH ne devait pas reculer dans la hiérarchie des priorités. Ils ont rappelé les résultats inquiétants d'une récente analyse de modélisation de l'impact d'éventuelles ruptures d'approvisionnement en antirétroviraux.
45. Ils ont félicité l'ONUSIDA et ses bureaux nationaux pour avoir rapidement aidé les pays à éviter les ruptures d'approvisionnement, notamment à travers la mise en place de la prescription et de la délivrance d'antirétroviraux sur plusieurs mois et un recours plus large à l'autodépistage du VIH. Les membres ont demandé à l'ONUSIDA de poursuivre son travail avec le Fonds mondial et le Plan d'urgence du président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) afin de garantir que les pays continuent à être approvisionnés en antirétroviraux et en kits de dépistage.
46. Après avoir décrit leurs ripostes à la COVID-19, certains membres ont averti que la pandémie durerait plus longtemps que ce que beaucoup envisageaient

et ont exhorté les pays à mettre en place des systèmes et des processus visant à garantir aux populations de bénéficier des services dont elles ont besoin.

47. Les membres ont souligné l'importance d'un accès abordable et équitable aux vaccins, aux diagnostics et aux autres médicaments, et ont félicité l'ONUSIDA d'avoir adopté des positions fermes sur ces questions. Ils ont réitéré leur appel en faveur d'un « vaccin universel » et ont déclaré que de nouvelles possibilités existaient pour parvenir à un accès plus équitable aux technologies de la santé. Ils ont affirmé que les pandémies de VIH et de COVID-19 soulignaient le besoin de solidarité.
48. Les participants à la réunion ont appris qu'un éventuel vaccin contre la COVID-19 pourrait prévenir la maladie mais sans offrir d'immunité stérilisante, ce qui impliquerait des calculs bénéfiques-risques spécifiques. Il est également nécessaire de comprendre comment les vaccins potentiels pourraient fonctionner en fonction des différentes cohortes de population. Il a été suggéré qu'il s'agissait de discussions importantes que l'ONUSIDA pourrait contribuer à mener avec les communautés du monde entier.
49. Les membres se sont vivement félicités de l'engagement de la Directrice exécutive à mettre pleinement en œuvre le Plan d'action de gestion, mais se sont inquiétés de la lenteur des progrès réalisés jusqu'à présent.
50. L'ONUSIDA a été félicité pour sa bonne préparation de la réunion du CCP en dépit des circonstances difficiles.
51. Les membres ont exhorté les donateurs à accroître leur soutien financier à l'ONUSIDA. Ils ont exprimé leurs préoccupations concernant une insuffisance des financements anticipée et ont demandé à la Directrice exécutive quel serait l'impact de cette insuffisance et ce qui était prévu pour gérer les risques associés.
52. Répondant aux remarques de l'assistance, la Directrice exécutive a déclaré qu'elle était consciente qu'une période difficile s'annonçait, avec des ressources sous pression. Elle a exhorté les pays à ne pas détourner les investissements du VIH et leur a rappelé que l'accès à la santé était un droit humain non négociable. Elle a noté que 200 organisations de la société civile avaient signé un appel à l'action pour un accès équitable aux vaccins et aux autres technologies de santé essentielles.
53. Mme Byanyima a remercié les membres d'avoir mis en évidence les moyens d'exploiter les compétences, les ressources et l'expérience de l'ONUSIDA pour faire face aux pandémies simultanées de VIH et de COVID-19 de manière à promouvoir les droits de l'homme et l'égalité. Elle a résumé les principaux points soulevés par les participants, notamment la nécessité de ne pas baisser la garde dans la riposte au VIH et la reconnaissance du fait que la pandémie de COVID-19 avait souligné la pertinence et la nécessité croissantes du Programme commun.
54. Elle a déclaré qu'elle accueillerait favorablement un point à l'ordre du jour de la prochaine réunion du CCP sur les ripostes au VIH et à la COVID-19 et a indiqué que l'ONUSIDA ferait des bilans réguliers de ses plans et actions liés à la COVID-19.
55. Concernant la prochaine stratégie de l'ONUSIDA, Mme Byanyima a assuré que les appels en faveur d'une approche fondée sur les données probantes et les droits de l'homme avaient été notés et elle a remercié les intervenants d'avoir

souligné l'importance de réponses multisectorielles fortes.

56. En conclusion, un intervenant a informé les participants que plus de 60 pays avaient restreint le fonctionnement des organisations de la société civile ces dernières années et que plusieurs pays s'étaient éloignés des approches fondées sur les droits. Les organisations qui luttent contre les injustices et la discrimination doivent être soutenues et renforcées.

1.4 Rapport du Président du Comité des organismes coparrainants (COC)

57. Achim Steiner, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), a présenté ce rapport. Il a remercié le Programme commun pour son engagement continu à mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030. Il a également exprimé sa gratitude aux membres sortants du COC et souhaité la bienvenue aux nouveaux membres.
58. Il a expliqué que, malgré de nombreux progrès, le monde n'était pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs de 2020. En outre, la pandémie de COVID-19 menace de réduire à néant les progrès réalisés. Il a estimé qu'il était nécessaire d'associer les ripostes au VIH et à la COVID-19 et de maintenir les services de prise en charge du VIH pendant et après la pandémie.
59. Il a ensuite décrit certaines des activités du Programme commun liées à la COVID-19, notamment le leadership de l'OMS autour des ripostes à la COVID-19, le fonds d'intervention d'urgence de la Banque mondiale, le soutien du FNUAP pour le maintien des services de santé sexuelle et procréative, le soutien de l'UNICEF pour l'achat de produits essentiels et la fourniture de services de nutrition et de santé par le PAM.
60. M. Steiner a déclaré que la COVID-19 révélait à quel point les inégalités alimentent les épidémies. La pandémie menace également de réduire à néant les progrès limités réalisés dans la lutte contre les inégalités entre les sexes. Il a pris note des nombreux rapports publiés sur des autorités ayant recours à des pouvoirs d'urgence pour violer les droits des personnes, notamment ceux des populations clés.
61. Les communautés et la société civile sont les pierres angulaires de la riposte au VIH et jouent également un rôle central dans la riposte à la COVID-19. Citant des exemples de pays, il a expliqué que le Programme commun facilitait ces rôles et encourageait les autorités de santé publique à soutenir les collaborations avec la société civile.
62. Il a indiqué aux participants que les performances en matière d'indice de développement humain allaient probablement diminuer en 2020 pour la première fois depuis 1990. Se référant aux actions menées par les Coparrainants (comme des initiatives sur le lieu de travail et le soutien à l'accès des filles à l'éducation), il a déclaré que les choix faits aujourd'hui pourraient devenir des tournants sur la voie d'une transformation positive des sociétés.
63. Il a de nouveau appelé à ce que la prochaine stratégie de l'ONUSIDA soit ambitieuse, visionnaire et s'appuie sur ce qui a fonctionné jusqu'à présent. L'intensification des programmes destinés aux adolescentes et aux jeunes femmes, la lutte contre l'intolérance, le renforcement de l'intégration des programmes de prise en charge du VIH dans les efforts de santé et de développement et la poursuite des actions en faveur de la couverture sanitaire universelle figurent au rang de priorités. Selon M. Steiner, le Programme commun reste un exemple puissant et inspirant de la collaboration au sein des

Nations Unies.

64. Les membres ont remercié les Coparrainants pour le rapport.
65. Les intervenants ont convenu que la COVID-19 risquait d'intensifier et d'accélérer les inégalités. Ils estiment qu'une réponse sexospécifique et fondée sur les droits est encore plus essentielle qu'auparavant. Les membres ont exprimé leur inquiétude quant au recul des droits de l'homme et des services de santé sexuelle et procréative ainsi qu'à l'impact disproportionné de la pandémie de COVID-19 sur les populations clés, les adolescentes et les jeunes femmes.
66. Les intervenants ont souligné le chevauchement de la pandémie de COVID-19 avec le VIH et ont insisté sur la nécessité de mieux protéger les femmes et les filles ainsi que les autres populations vulnérables. Cela implique à leurs yeux une collaboration plus étroite avec les organisations communautaires.
67. Ils ont appelé le Programme commun à mettre en place une riposte stratégique COVID-19/VIH et ont demandé que les progrès réalisés à cet égard soient communiqués lors de la prochaine réunion du CCP.
68. Tout en reconnaissant que les gouvernements sont confrontés à de nombreuses priorités concurrentes, les intervenants ont insisté sur le fait que l'action contre la COVID-19 ne devait pas se faire au détriment des services de prise en charge du VIH. La pandémie accentue bon nombre des failles révélées par le VIH dans les sociétés et les systèmes de santé.
69. Les membres ont lancé un appel en faveur d'un accès équitable aux diagnostics et aux traitements. Ils ont appelé à soutenir les pays confrontés à des difficultés financières, y compris lorsque celles-ci sont dues à des sanctions imposées à leur encontre.
70. Les intervenants ont insisté sur la nécessité de maintenir les services de réduction des risques. La pandémie a mis en évidence l'impact et la flexibilité des services de réduction des risques basés sur les communautés et pilotés par des pairs. Elle a également montré que des approches moins paternalistes du traitement de substitution aux opiacés pouvaient donner de bons résultats.
71. Les membres ont demandé si le calendrier proposé pour la prochaine stratégie de l'ONUSIDA était en adéquation avec les calendriers des stratégies des Coparrainants.
72. En réponse, M. Steiner a déclaré qu'il était essentiel d'utiliser les enseignements tirés de manière rapide et appropriée. Concernant le calendrier des différentes stratégies organisationnelles, il a indiqué que le calendrier de la prochaine stratégie de l'ONUSIDA permettait de l'intégrer aux stratégies des Coparrainants.
73. Faisant référence à la perte de revenus liée à la pandémie de COVID-19 (et qui pourrait avoir des conséquences particulièrement dangereuses pour les femmes et les filles), il a noté que de nombreux pays expérimentaient de nouvelles formes de protection sociale, parmi lesquelles un revenu de base. Il a toutefois averti que de graves difficultés économiques approchaient et que l'ensemble du système de développement des Nations Unies devrait réagir à ces réalités.
74. M. Steiner a également souligné l'énorme pression que la COVID-19 fait peser sur les systèmes de santé et la menace que cela représente pour les autres

programmes de santé. Il a assuré que la sécurité des lignes d'approvisionnement en antirétroviraux constituait une priorité absolue, avant de décrire certaines des mesures prises par les agences de l'ONU au début de la pandémie afin de prévenir les ruptures dans la chaîne d'approvisionnement. Il a cependant également prévenu que de graves risques de ruptures d'approvisionnement se profilaient encore à l'horizon.

75. Concernant les expériences des enveloppes nationales pour le VIH, M. Steiner a indiqué que les Coparrainants et le Programme commun travailleraient ensemble à la reprogrammation des ressources pour la COVID-19. Le rapport des Coparrainants pour cette réunion du CCP a déjà détaillé quelques exemples. En conclusion, il a décrit une partie des méthodes employées par l'ONUSIDA pour illustrer et mettre en avant les valeurs et le travail du système des Nations Unies.
76. Le Président a noté que les points 1.5 et 2 avaient été reportés à la 47e réunion du CCP, en décembre 2020.

1.5 Rapport du représentant des ONG (reporté)

2. Leadership de la riposte au SIDA (reporté)

3. Rapport sur la stratégie de l'ONUSIDA après 2021

77. Krittayawan (Tina) Boonto, Coordinatrice du développement de la stratégie à l'ONUSIDA, a rappelé que le monde était en retard sur de nombreux objectifs pour 2020. Les progrès sont fragiles et inégaux. Des millions de personnes vivant avec le VIH ne connaissent toujours pas leur statut sérologique et n'ont pas accès à un traitement antirétroviral. Il y a environ 1,7 million de nouvelles infections par le VIH chaque année, soit plus de trois fois l'objectif de moins de 500 000 infections par an fixé pour 2020.
78. Elle s'est alarmée du fait que l'interruption des services de prise en charge du VIH pourrait entraîner le décès de milliers de personnes supplémentaires et retarder d'une décennie les progrès en matière de prévention de la transmission verticale du VIH.
79. Elle a affirmé que la prochaine stratégie de l'ONUSIDA devait donc accélérer la riposte au VIH, avant de résumer certains des points clés mis en évidence dans les recommandations transmises par le CCP.
80. Les principales étapes de l'élaboration de la prochaine stratégie sont les suivantes :
 - un examen des données probantes de la stratégie actuelle, montrant ce qui a fonctionné et pourquoi ces approches ont été couronnées de succès (fin juillet 2020) ;
 - une consultation multipartite aux niveaux national, régional et mondial (à conclure d'ici début septembre 2020) ;
 - les objectifs et les besoins en ressources pour 2025 (à conclure d'ici octobre 2020) ;
 - élaboration de la stratégie et préparation du projet de stratégie (octobre à décembre 2020) ;
 - présentation d'un projet de stratégie avec des objectifs et des besoins en

ressources actualisés pour 2025 lors de la 47e réunion du CCP (décembre 2020) ;

- adoption de la stratégie finale (mars 2021, à confirmer).
81. Elle a indiqué au CCP que la nouvelle stratégie servirait de base au prochain UBRAF, qui sera adopté en 2021.
82. La Directrice exécutive de l'ONUSIDA, Mme Byanyima, a ensuite résumé l'importance du calendrier pour la prochaine stratégie. Elle a expliqué que trois questions cruciales affectaient le calendrier.
- La Déclaration politique de 2016 sur la fin du sida a clairement indiqué qu'une décision sur la convocation de la prochaine réunion de haut niveau sur le sida devrait être prise lors de la 75e session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Toutefois, les objectifs de la stratégie actuelle expirent à la fin de 2020. Il est donc essentiel d'adopter une nouvelle Déclaration politique dans les plus brefs délais. La meilleure possibilité pour la prochaine réunion de haut niveau serait juin 2021.
 - Le bureau du Secrétaire général des Nations Unies a soutenu l'organisation de la réunion de haut niveau en juin, qui s'inscrirait dans le cadre du cycle actuel de l'Assemblée générale. Plusieurs autres facteurs ont également contribué à privilégier cette date. La nouvelle stratégie de l'ONUSIDA sur laquelle s'appuie la réunion de haut niveau devrait donc être adoptée au plus tard en mars 2021. Cela permettrait de disposer de trois mois pour les négociations et les autres préparatifs avant la réunion à haut niveau.
 - Étant donné que l'UBRAF se termine à la fin de 2021, le prochain UBRAF devra être élaboré immédiatement après l'adoption de la prochaine stratégie et pourrait être présenté au CCP en juin 2021 en vue de son adoption.
83. La Directrice exécutive a prévenu que le calendrier était donc serré. Retarder l'adoption de la nouvelle stratégie mettrait en péril le travail qui reste à accomplir en 2021. Elle a suggéré que la réunion du CCP de mars 2021 soit une session spéciale ou intermédiaire. Il reviendra au CCP de se prononcer sur cette question.
84. Les membres ont remercié le Secrétariat pour la présentation. Ils se sont engagés fermement à l'égard de l'ONUSIDA, affirmant qu'il restait aussi pertinent qu'il y a 25 ans. En félicitant le Programme commun pour ses réalisations, ils ont également exprimé leur préoccupation quant aux lacunes qui subsistent dans la riposte au VIH, notamment les niveaux élevés de nouvelles infections parmi les adolescentes et les jeunes femmes en Afrique subsaharienne.
85. Il convient d'appréhender correctement les lacunes et les obstacles avant de rédiger la prochaine stratégie de l'ONUSIDA, qui offre une opportunité de redynamiser la riposte au VIH à un moment crucial.
86. Les membres ont déclaré que la prochaine stratégie devrait être visionnaire, ambitieuse et fondée sur des données probantes, en s'appuyant sur les progrès réalisés tout en proposant des actions immédiates pour éliminer les obstacles. Ils ont appelé à s'attaquer aux disparités dans l'accès aux services de prise en charge du VIH et leur utilisation ainsi qu'à renforcer les environnements favorables, tout en maintenant les progrès réalisés jusqu'à présent. Il est important d'identifier où et pourquoi les progrès sont à la traîne et de proposer des moyens d'aller de l'avant clairs et fondés sur des données

probantes.

87. Les intervenants ont noté qu'il serait difficile d'élaborer et de mettre en œuvre la prochaine stratégie dans le contexte d'une pandémie de COVID-19 en évolution qui met en lumière la nature interconnectée de la santé mondiale. L'ONUSIDA a été encouragé à tenir pleinement compte de l'impact de la COVID-19 lors du processus d'élaboration de la stratégie. La pandémie a façonné le contexte de la prochaine stratégie, mais ils appellent de leurs vœux à ne pas perdre de vue l'objectif principal consistant à mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030.
88. La stratégie a offert une occasion de s'appuyer sur le fait largement reconnu que les maladies ont un impact inégal sur les différents segments de la société. Il a été suggéré d'étudier l'impact de la COVID-19 sur les systèmes de santé, les groupes vulnérables et l'architecture mondiale de la santé. Les membres ont la conviction qu'une approche alignée, intégrée et coordonnée n'a jamais été aussi importante.
89. Les éléments fondamentaux de la stratégie précédente sont donc restés importants, en particulier l'accent mis sur les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la stigmatisation et la discrimination. Les intervenants ont souligné le rôle important de la société civile et des réponses pilotées par les communautés. Il a été dit que la prochaine stratégie ne devrait laisser personne pour compte, promouvoir l'égalité des sexes, être basée sur les droits de l'homme et encourager le principe d'absence de discrimination.
90. Les membres ont également conseillé que la stratégie s'appuie sur la collaboration avec des partenaires au sein et en dehors du système des Nations Unies, soit alignée sur les priorités mondiales et soit plus systématiquement associée aux ODD. Ils souhaitent que la stratégie exprime clairement la valeur unique du Programme commun dans la riposte mondiale au VIH et montre comment il compléterait et exploiterait les ressources des Coparrainants, du PEPFAR, du Fonds mondial et des autres partenaires majeurs.
91. Plusieurs domaines prioritaires pour la prochaine stratégie ont été mis en évidence, parmi lesquels :
 - le renforcement des systèmes de suivi et de collecte de données (y compris le suivi dans les communautés) afin d'accroître la disponibilité de données ventilées ;
 - l'intensification des services efficaces de prévention combinée, notamment pour les adolescentes et les jeunes femmes ainsi que pour les populations clés ;
 - le maintien de l'accent mis sur l'éducation sexuelle et les droits en matière de santé sexuelle et procréative ;
 - le renouvellement des efforts visant à réduire les principales inégalités et à atteindre les populations les plus pauvres et les plus vulnérables ;
 - l'extension de la protection sociale tenant compte du VIH ;
 - la lutte contre la stigmatisation et la discrimination ainsi que les autres facteurs sous-jacents de l'épidémie ;
 - le soutien aux réponses apportées par les communautés ;
 - l'amélioration des traitements pédiatriques ;
 - le renforcement des systèmes de santé (en particulier au niveau communautaire) et des systèmes d'assurance maladie ;
 - la consolidation de l'intégration du VIH à la couverture sanitaire universelle et aux systèmes de santé en général.

92. Les membres ont insisté sur le fait que la stratégie devait être intégrée aux réformes du système des Nations Unies et les ODD et être alignée sur le travail des principaux partenaires, comme le Fonds mondial et le PEPFAR.
93. Les membres ont souligné la nécessité d'un processus consultatif solide et ont largement soutenu tant le processus proposé que le calendrier de la prochaine stratégie. Ils ont apprécié que le calendrier ait été révisé pour permettre une consultation complète des parties prenantes. Ils ont cependant averti que le calendrier était serré et qu'il pourrait ne pas laisser assez de temps pour intégrer des changements majeurs et traduire la prochaine stratégie en un nouvel UBRAF.
94. Certains membres ont estimé que le CCP devrait essayer d'éviter toute décision intersessions sur la stratégie et ont suggéré qu'il pourrait être possible d'associer la réunion de haut niveau proposée à un événement de haut niveau ultérieur de l'ONU.
95. Mme Boonto a assuré que les commentaires des participants contribueraient à orienter le processus d'élaboration de la stratégie.
96. Vinay Saldanha, Conseiller spécial chargé de la politique et de la transition à l'ONUSIDA, a résumé les remarques des participants en soulignant l'accent mis sur les lacunes, le soutien exprimé en faveur de l'option 2 proposée, la nécessité de rester concentré sur les populations vulnérables et de prendre en compte l'impact de la COVID-19. Il a indiqué que les intervenants souhaitaient que des objectifs visionnaires et ambitieux soient atteints de manière réaliste d'ici 2025.
97. Mme Byanyima a pris note du fait que la stratégie devrait être fondée sur des données probantes, centrée sur les personnes et basée sur les droits de l'homme, et qu'elle devrait se focaliser sur l'amélioration de la prévention (en particulier pour les populations clés ainsi que pour les adolescentes et les jeunes femmes). Elle a assuré aux participants que ces contributions permettraient d'orienter la prochaine stratégie et a fait savoir que son groupe consultatif discutait déjà de certains des thèmes proposés comme contributions possibles à la stratégie.
98. Elle a également garanti que le processus d'élaboration de la prochaine stratégie serait hautement consultatif et que le CCP, la société civile et les personnes vivant avec le VIH la façonneraient.
99. Concernant le calendrier, la Directrice exécutive a affirmé que les thèmes clés de la prochaine stratégie devraient être clairement définis d'ici le troisième trimestre 2020, tout comme les principaux éléments de la révision institutionnelle (concernant les aptitudes, les compétences et leur répartition géographique). Cela signifie qu'au moment de l'adoption de la prochaine stratégie, certaines des dispositions institutionnelles proposées pour la mise en œuvre de la stratégie auront également été définies. Elle a répété que la prochaine stratégie serait idéalement approuvée au début de l'année 2021.
100. La Directrice exécutive a indiqué que les intervenants avaient également souligné la nécessité d'aligner la stratégie sur celles de partenaires majeurs comme le PEPFAR et le Fonds mondial. Elle a précisé que l'ONUSIDA était déjà en discussion avec le Fonds mondial et siégeait à son Comité stratégique. Elle a assuré au Conseil que l'alignement sur la couverture sanitaire universelle constituerait un aspect important de la prochaine stratégie.

4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF)

101. Shannon Hader, Directrice exécutive adjointe de la branche Programme à l'ONUSIDA, a présenté un aperçu de l'épidémie de VIH. Elle a expliqué que les progrès étaient mitigés, avec à la fois des gains et des lacunes.
102. Les décès liés au sida ont considérablement diminué depuis 2004 mais restent bien supérieurs à l'objectif de 2020, avec une estimation de 770 000 morts par an. Le sida reste la deuxième cause de décès chez les femmes en âge de procréer en Afrique subsaharienne.
103. Elle a ensuite brièvement passé en revue les progrès réalisés en matière de dépistage et de traitement du VIH, notant que des disparités apparaissaient à différents points de la cascade de traitement dans différents pays et régions. À la mi-2019, 24,5 millions des 37,9 millions de personnes vivant avec le VIH bénéficiaient d'un traitement antirétroviral. Des lacunes importantes persistent également concernant le diagnostic et le traitement pédiatriques. L'objectif fixé pour 2018, soit 1,6 million d'enfants sous traitement antirétroviral, n'a pas été atteint : seuls 54 % des enfants vivant avec le VIH ont accès au traitement.
104. Dans le même temps, selon Mme Hader, plusieurs pays montrent que les objectifs 90-90-90 sont réalisables. Elle a souligné l'exemple de la Namibie, l'un des 14 pays à les avoir atteints. Elle affine actuellement son programme de dépistage et de traitement dans le but de se concentrer sur des groupes d'âge spécifiques dont la couverture et l'utilisation pourraient être encore améliorées.
105. Elle a ensuite résumé les tendances en matière de nouvelles infections, soulignant que l'Afrique orientale et australe connaissait des progrès positifs (avec une baisse de 28 % entre 2010 et 2018) mais que les nouvelles infections étaient en augmentation en Europe orientale et en Asie centrale. À l'échelle mondiale, plus de 50 % des nouvelles infections concernent des populations clés et leurs partenaires. Elle a expliqué aux participants que ces populations étaient touchées de manière disproportionnée par l'épidémie dans toutes les régions du globe. Elle a affirmé que la stigmatisation et la discrimination devaient être surmontées et que la criminalisation des populations clés devait cesser en vue d'accélérer les progrès.
106. Mme Hader a indiqué qu'il était impératif que les pays investissent dans les cinq principaux piliers de la prévention, qui n'attirent encore qu'une part mineure du financement de la prévention. Les adolescentes et les jeunes femmes doivent faire l'objet d'une attention particulière. Environ un quart des nouvelles infections en Afrique subsaharienne concernent des jeunes femmes, bien que toutes les jeunes femmes ne soient pas exposées au risque de manière égale. Selon elle, si des services de prévention combinée intensifs atteignent les adolescentes et les jeunes femmes, le taux de VIH diminuera au sein de ce groupe.
107. Mme Hader a poursuivi en évoquant les lacunes inquiétantes qui apparaissent également dans les programmes de prévention de la transmission verticale du VIH. Certaines femmes vivant avec le VIH ne bénéficient pas de soins prénatals et de services de prise en charge du VIH, beaucoup abandonnent les services et des femmes sont nouvellement infectées pendant la grossesse et l'allaitement.
108. Mettant en garde contre l'arrêt des progrès réalisés jusqu'à présent du fait de la pandémie de COVID-19, Mme Hader a appelé les pays à maintenir leurs

services de riposte au VIH, à éliminer les inégalités d'accès et à financer les programmes qui fonctionnent.

4.1 Rapport sur les résultats

109. George Farhat, Directeur de la planification, des finances et de la redevabilité à l'ONUSIDA, a présenté ce segment.
110. Après avoir brièvement décrit le contenu du Rapport de suivi des résultats pour 2018-2019, M. Farhat a rappelé que le Portail de la transparence de l'ONUSIDA complétait le Rapport. Il a indiqué que le Rapport de cette année était plus court qu'auparavant. Il est axé sur les résultats (et moins sur le processus), présente les contributions du Programme commun aux engagements d'accélération dans le cadre des domaines des résultats de la stratégie de l'ONUSIDA et constitue le premier rapport biennal lié au modèle opérationnel affiné de l'ONUSIDA.
111. Le Rapport de suivi des résultats comprend également une nouvelle section dans le rapport régional et national et les rapports organisationnels décrivant la contribution du Programme commun à l'agenda intégré des ODD et décrit comment les Coparrainants intègrent le VIH à leurs mandats de manière plus générale. Des indicateurs UBRAF plus solides sont également inclus, ce qui permet une analyse ventilée.
112. Mandeep Dhaliwal, Directrice du groupe VIH, santé et développement du PNUD, a présenté des instantanés des contributions du Programme commun au cours de l'exercice biennal 2018-2019. Elle a indiqué au CCP que l'ONUSIDA s'efforçait de maintenir le VIH en bonne place dans les programmes nationaux, soutenait une prise de décision et une mise en œuvre inclusives, et travaillait dans 95 pays en vue d'accélérer les progrès autour des engagements d'accélération. L'information stratégique est restée le fondement du plaidoyer et du soutien ciblé pour le Programme commun.
113. Elle a expliqué au Conseil qu'au cours de l'exercice biennal, l'ONUSIDA avait aidé les pays à mettre en œuvre des programmes de prévention combinée et progressé dans la mobilisation d'un soutien politique en faveur d'une éducation sexuelle complète, notamment des programmes gérés par l'UNESCO. Elle a également soutenu des programmes destinés aux populations clés, la Coalition mondiale pour la prévention ajoutant des objectifs de couverture spécifiques pour les populations clés, notamment les personnes qui s'injectent des drogues. Les futures actions comprennent un meilleur ciblage des populations et des lieux à haut risque d'infection par le VIH.
114. Après avoir résumé les progrès accomplis dans le cadre des objectifs de traitement pour 2020, Mme Dhaliwal a déclaré que le Programme commun avait travaillé durement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques visant à accélérer l'accès au traitement du VIH et aux programmes de prévention de la transmission verticale du VIH. Les travaux du HCR (parmi les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays) et de l'OIT figurent parmi les exemples décrits. Le Programme commun continuera à soutenir l'élargissement des tests et des traitements.
115. Mme Dhaliwal a déploré que l'inégalité des sexes, la stigmatisation et la discrimination ainsi que la violence persistent partout et aient un impact majeur sur les ripostes au VIH. Le Programme commun a aidé les pays à abolir les obstacles juridiques et à valoriser les communautés (y compris les adolescentes et les jeunes femmes). Il a lancé un partenariat mondial pour

l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination, auquel 16 pays ont déjà adhéré. Le Programme commun a travaillé dans 89 pays à la mise en œuvre des recommandations de la Commission mondiale sur le VIH et le droit. En 2020-2021, les travaux porteront en particulier sur la transformation des normes inégales selon les sexes, la prévention de la violence sexiste, la suppression des obstacles aux droits de l'homme et l'élimination de la stigmatisation et de la discrimination.

116. Elle a affirmé au CCP que la durabilité, l'efficacité et l'innovation étaient essentielles. Le Programme commun a aidé les pays à mobiliser des ressources suffisantes pour leurs programmes de riposte au VIH à plusieurs égards. La Banque mondiale a par exemple réalisé 35 études sur l'efficacité technique et en matière de répartition dans 18 pays. Plus de 90 pays ont renforcé leurs systèmes de protection sociale avec le soutien du Programme commun, tandis que 75 pays ont fait appel à l'appui de l'ONUSIDA pour préparer leurs propositions de subventions au Fonds mondial.
117. Les membres ont remercié l'ONUSIDA pour son rapport détaillé et complet, celui-ci contenant des données et des priorités claires qui pourraient orienter la prochaine stratégie. Ils ont déclaré apprécier la mise à disposition d'une plateforme de rapport qui montre clairement les défis et les lacunes, ainsi que les rapports régionaux et nationaux.
118. Il a été suggéré que des progrès supplémentaires pourraient être réalisés dans le sens d'un rapport axé sur les résultats, notamment en proposant un bref résumé des résultats à l'aide d'un système de type « feux de signalisation ». Selon les intervenants, cela permettrait de faire connaître plus largement le travail important du Programme commun.
119. L'ONUSIDA a été félicité pour avoir poursuivi son travail sans relâche pendant la pandémie de COVID-19 et pour s'être adapté rapidement aux nouvelles réalités. Sa promotion d'une adoption élargie de la prescription et de la délivrance d'antirétroviraux sur plusieurs mois ainsi que de l'autodépistage a été saluée, bien que les intervenants aient également mis en garde contre le danger que les chaînes d'approvisionnement en antirétroviraux et d'autres médicaments essentiels puissent subir de nouvelles perturbations dans les mois à venir. Les membres ont également salué les exemples de coopération solide entre le Programme commun, le Fonds mondial et d'autres partenaires importants.
120. Selon les intervenants, le Rapport de suivi des résultats est porteur de motifs d'espoir et d'inquiétude. Ils ont salué les progrès réalisés et l'attention accrue accordée à la lutte contre les facteurs structurels de l'épidémie. Toutefois, ils ont relevé que les principaux objectifs n'avaient pas été atteints et que la situation pourrait encore s'aggraver. La lenteur des progrès dans la diminution des nouvelles infections par le VIH constitue une préoccupation majeure, et ce en dépit des efforts de la Coalition mondiale pour la prévention. Les membres ont insisté sur le fait qu'il était nécessaire de s'attaquer aux domaines dans lesquels les résultats sont insuffisants.
121. Les intervenants ont salué les progrès réalisés en matière d'intégration du VIH aux autres services de santé et à la couverture sanitaire universelle. Ils ont également noté que les progrès liés à l'intégration du VIH et de la tuberculose étaient insuffisants dans plusieurs régions. Ils ont appelé à une intégration plus rigoureuse des services liés au VIH et des autres services de santé appropriés (y compris les services essentiels relatifs aux droits en matière de santé

sexuelle et procréative) dans le cadre de la prochaine stratégie de l'ONUSIDA.

122. Les disparités dans les ripostes au VIH entre les différents pays et régions ont été mises en évidence. Les intervenants ont souligné les progrès mitigés en matière de prévention primaire, notamment chez les enfants, les adolescentes et les jeunes femmes ainsi que pour les populations clés et leurs partenaires. Des programmes de prévention plus efficaces sont nécessaires pour les adolescentes et les jeunes femmes, notamment des services renforcés en matière de santé sexuelle et procréative. Les membres estiment que le fait de combler les lacunes en matière de dépistage et de traitement chez les hommes contribuerait également à réduire les nouvelles infections chez les adolescentes et les jeunes femmes.
123. Selon les membres, le Programme commun devrait accélérer ses travaux sur l'élimination des politiques et des lois discriminatoires. Il devrait également renforcer la coopération avec les partenaires concernés afin de mettre en place des programmes de prévention efficaces fondés sur les droits de l'homme et l'égalité.
124. Certains intervenants ont partagé leurs histoires personnelles de vie avec le VIH et ont expliqué au CCP que les indicateurs de l'UBRAF ne permettaient pas à eux seuls de véritablement réaliser les expériences vécues par les personnes concernées. Ils ont rappelé que des gens avec des noms, des vies et des histoires étaient bien présents derrière les chiffres et les données.
125. Les Coparrainants ont assuré qu'ils restaient fortement engagés dans le Programme commun (comme le montrent les investissements substantiels qu'ils ont réalisés) et ont déclaré que le financement de base par l'intermédiaire de l'UBRAF restait important pour réaliser cet engagement.
126. En réponse, M. Farhat a affirmé que les recommandations de l'audit externe présentées lors de l'examen annuel de 2019 avaient été prises en compte et que les actions visant à améliorer le suivi des résultats étaient reflétées dans les rapports régionaux et nationaux. Il a ajouté que le tableau de bord des « feux de signalisation » était disponible sur le Portail de la transparence.
127. Il a affirmé que l'ONUSIDA était conscient de l'importance d'améliorer les indicateurs de résultats et que cela se refléterait dans l'élaboration du prochain UBRAF. Il a assuré au Conseil que les difficultés et goulots d'étranglement de la riposte au VIH seraient reflétés dans le prochain Rapport de suivi des résultats. Il a indiqué au Conseil que l'évaluation indépendante devrait fournir des informations essentielles afin d'améliorer le prochain UBRAF et d'alimenter la prochaine stratégie de l'ONUSIDA.
128. Ludo Bok, responsable des ODD et du groupe VIH, santé et développement de l'ONUSIDA au PNUD, a reconnu que des lacunes subsistaient, notamment en matière de prévention. Les Coparrainants aident les pays à mettre en place les interventions biomédicales, comportementales et structurelles nécessaires à l'amélioration des résultats. Les Coparrainants travaillent également en étroite collaboration avec leurs partenaires afin de surveiller les problèmes de la chaîne d'approvisionnement et d'éviter les ruptures de stock, ainsi que pour piloter les changements dans les protocoles antirétroviraux.
129. Faisant écho à d'autres remarques, M. Bok s'est dit préoccupé par l'insuffisance du financement de l'UBRAF et a remercié tous les pays membres qui contribuent au financement du Programme commun.

130. Répondant à une question sur la manière dont le Secrétariat traitera le manque de financement, Mme Byanyima a fait savoir qu'il travaillait dur afin de mobiliser des ressources supplémentaires. Si ce manque persistait, il devrait réduire encore ses dépenses et, en dernier recours, envisagerait de ne pas pourvoir les postes vacants. Elle a indiqué au CCP qu'il s'agissait d'une préoccupation majeure : de nombreux postes importants ne sont pas pourvus et les effectifs de certaines unités sont peu étoffés et surchargés de travail. Cela a eu des conséquences négatives sur les collaborateurs, comme en témoignent les niveaux élevés d'épuisement professionnel signalés dans les enquêtes auprès du personnel.
131. Elle a précisé qu'une fois qu'un examen institutionnel complet et une éventuelle restructuration seront terminés, l'ONUSIDA proposera un budget dont il faut espérer qu'il sera entièrement financé.
132. Concernant l'intégration de la couverture sanitaire universelle, la Directrice exécutive a déclaré que les personnes vivant avec le VIH avaient lutté toute leur vie pour bénéficier du meilleur traitement possible. Toutefois, plusieurs accords de couverture sanitaire universelle en vigueur dans les pays offrent un traitement inférieur, proposant des formules minimales que les entreprises à but lucratif estiment pouvoir se permettre de fournir. Il est important d'évaluer le caractère acceptable de ces situations.
133. Se référant aux témoignages personnels partagés pendant la session, Mme Byanyima a insisté sur la nécessité de supprimer les obstacles, notamment juridiques, qui entravent les ripostes au VIH, en particulier pour les populations clés. Elle a pris acte des très faibles niveaux de couverture des traitements dans certains pays et a indiqué que le Programme commun se rapprocherait des gouvernements afin de leur rappeler leurs devoirs en matière de soins.

4.2 Rapport financier

134. M. Farhat a présenté le contenu du rapport et a informé le Conseil qu'il s'agissait de la huitième série d'états financiers établis conformément aux normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). C'est également la huitième année au cours de laquelle le Programme commun reçoit un avis d'audit sans réserve de la part des auditeurs externes. Il a expliqué que toutes les recommandations de l'audit externe de 2019 avaient été mises en œuvre.
135. Il a également indiqué que les actions de gestion des risques se poursuivaient et qu'une déclaration de contrôle interne avait été incluse pour la première fois dans les états financiers audités.
136. Il a informé le Conseil du fait que la situation financière globale était relativement stable.
- Fin 2019, le passif lié au personnel s'élevait à 139 millions de dollars US, dont 137 millions, soit 99 %, étaient financés.
 - Les revenus de base en 2019 s'élevaient à 184 millions de dollars US, contre 189 millions de dollars en 2018.
 - Les dépenses de base en 2019 étaient de 181 millions de dollars US, contre 176 millions de dollars en 2018.
 - Le solde net des fonds était de 101 millions de dollars US, contre 82 millions de dollars fin 2017.
137. M. Farhat a rappelé que le plan de travail et le budget pour 2020-2021 étaient les derniers de l'UBRAF et de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA. Le

Programme commun a maintenu l'objectif d'un UBRAF entièrement financé de 242 millions de dollars US par an (un budget de base de 187 millions de dollars US et des fonds supplémentaires de 55 millions de dollars US).

138. La part des Coparrainants dans le budget de base (47 millions de dollars US) a été entièrement transférée aux Coparrainants concernés.
139. Les charges et dépenses de base du Secrétariat s'élèvent à 63 millions de dollars US et 84 millions de dollars US ont été mobilisés à ce jour.
140. En 2016, 2017 et 2018, l'ONUSIDA a mobilisé, en moyenne, 182 millions de dollars US. En 2019, l'ONUSIDA a mobilisé 184 millions de dollars US (il a donc entièrement financé le budget de base) et il était prévu de mobiliser 172 millions de dollars US en 2020, ce qui représente un déficit de 15 millions de dollars US par rapport au budget de base de 187 millions de dollars US pour 2020.
141. M. Farhat a indiqué qu'il était primordial que les donateurs maintiennent leur financement et transfèrent intégralement leurs contributions pour 2020-2021.
142. Dans leurs remarques, les membres ont remercié le Secrétariat pour les rapports complets et ont salué l'inclusion d'une déclaration de contrôle interne, signée par la Directrice exécutive. Ils ont ajouté qu'il aurait été utile d'attribuer des niveaux de risque aux différents facteurs de risque identifiés ainsi que d'indiquer comment la pandémie de COVID-19 pouvait modifier la perception des risques.
143. Les intervenants ont noté que le solde net des fonds avait augmenté en 2019, mais ils restent préoccupés par la vulnérabilité financière de l'ONUSIDA. Ils ont averti que le risque d'une diminution du financement était réel, en particulier dans le contexte de la COVID-19.
144. Le déficit prévu de 15 millions de dollars US par rapport au budget de 187 millions de dollars US et le fait que l'ONUSIDA n'ait pas maintenu le niveau minimum approuvé d'un solde net de 107 millions de dollars US pour la cinquième année consécutive ont suscité une inquiétude particulière. Les intervenants ont exhorté tous les donateurs à agir pour assurer le financement intégral de l'UBRAF et à verser les contributions promises. Il a été demandé à la Directrice exécutive comment un déficit serait géré.
145. Les membres ont proposé à l'ONUSIDA d'élaborer une hiérarchisation ou une planification budgétaire détaillée en fonction de différents scénarios de financement. Il a été suggéré de repenser la répartition du budget au sein de l'UBRAF et d'envisager la possibilité de contributions bilatérales avec les Coparrainants. Les affectations de fonds aux Coparrainants pourraient également devenir plus différenciées.
146. En réponse, M. Farhat a expliqué que le Programme commun attachait une grande importance à la gestion des risques et qu'il fournirait à l'avenir des évaluations des risques dans différentes catégories de gravité. Il a convenu que la pandémie de COVID-19 pourrait affecter les risques mais a précisé que les risques détaillés dans le présent rapport existaient avant l'apparition de la maladie.
147. Il a assuré aux participants que l'ONUSIDA continuerait à surveiller les facteurs de risque. Le Programme commun a créé un comité des risques qui va prochainement examiner les risques décrits dans la déclaration de contrôle interne et proposer des mesures d'atténuation. M. Farhat a remercié les

donateurs de fournir des financements autres que les ressources de base, notamment pour des activités spécifiques aux pays.

148. À la suite de la discussion sur l'UBRAF, le gouvernement allemand a annoncé qu'il augmenterait son financement pour la santé mondiale. En plus de son financement actuel de l'ONUSIDA, l'Allemagne a fait savoir qu'elle contribuerait à hauteur de 20 millions d'euros supplémentaires au Programme commun en 2020 afin de renforcer les ripostes au VIH et à la COVID-19. Elle a encouragé l'ONUSIDA à poursuivre son travail important aux côtés de l'OMS et des autres partenaires pour faire en sorte que les populations vulnérables ne soient pas laissées pour compte.

JEUDI 27 JUIN 2019

5. Rapport d'avancement sur la mise en place de l'équipe de travail sur les ripostes communautaires au sida

149. Le Président a présenté une brève déclaration expliquant qu'il était actuellement impossible de constituer une équipe de travail géographiquement équilibrée, étant donné que près de 80 % des 92 candidatures reçues provenaient d'une seule région (l'Afrique). Rappelant la réunion du Bureau du CCP, le 11 juin 2020, visant à discuter des options pour la mise en place de l'équipe de travail, le Président a présenté deux possibilités approuvées.
150. Pour atteindre l'équilibre géographique, des candidats supplémentaires provenant d'au moins trois autres régions (Amérique latine et Caraïbes, Asie et Pacifique, Europe de l'Est) étaient nécessaires, ce qui impliquait un appel à candidatures élargi.
151. Par ailleurs, si le processus devait se dérouler dans l'attente d'une *représentation* géographique, les candidatures existantes seraient utilisées pour constituer l'équipe de travail. La région Afrique compterait dès lors un plus grand nombre de membres.
152. En raison du programme réduit de la réunion actuelle du CCP, les membres ont été invités à soumettre leurs commentaires sur ce point de l'ordre du jour au lieu d'en discuter lors de la réunion en tant que telle. Cette procédure est dans la lignée de l'accord décrit dans le document intersessions « Modalités et procédures de la 46e réunion virtuelle du CCP de l'ONUSIDA ». Ce document et sa présentation préenregistrée ont été mis à la disposition de tous les participants avant la réunion actuelle et ont fait l'objet d'une réunion préalable du CCP.
153. Le délai du 6 juillet 2020 a été proposé pour les commentaires. Le Secrétariat de l'ONUSIDA, en consultation avec le Bureau du CCP, conviendrait alors de la formation de l'équipe de travail.
154. Plusieurs membres et observateurs ont émis des commentaires, dont beaucoup soulignent l'importance des ripostes communautaires et appellent à la mise en place de l'équipe de travail au plus vite. En raison des retards dans la mise en place de l'équipe, il a été suggéré que sa période de travail soit prolongée.
155. Concernant la représentation au sein de l'équipe de travail, les membres ont formulé plusieurs suggestions, dont beaucoup soutiennent la deuxième option

(c'est-à-dire utiliser les candidatures existantes pour constituer l'équipe de travail). Toutefois, la nécessité d'un équilibre géographique a également été soulignée, au même titre que l'importance de la diversité, de l'expérience et des compétences. Certains membres ont estimé qu'il serait bon que l'Afrique ait le plus grand nombre de membres au sein de l'équipe de travail et il a été suggéré que chaque sous-région africaine y soit représentée. Il a été proposé que deux tiers des membres de l'équipe de travail soient issus de la société civile et que le tiers restant (issu des pays membres) reflète un large éventail de points de vue afin de faciliter un consensus solide.

156. Les membres ont également exprimé leur soutien aux efforts de l'ONUSIDA visant à définir des réponses « pilotées par les communautés » et à élaborer des indicateurs de mesure des progrès. Certains membres ont estimé que la définition des populations clés devrait être déterminée au niveau national. Une éventuelle réouverture des discussions sur les définitions a suscité des réticences, de peur que cela n'entraîne de nouveaux retards.
157. Des demandes de clarification ont été formulées quant à la manière dont le processus serait intégré à l'élaboration d'indicateurs pour le Système mondial de suivi du sida.

6. Rapport du Groupe de travail sur l'examen de la gestion et de l'administration du Corps commun d'inspection du Programme commun des Nations unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

158. Le Président a présenté une déclaration rappelant le processus de création du Groupe de travail et faisant référence aux réunions qu'il avait organisées en 2019. Compte tenu du temps réduit consacré à l'actuelle réunion du CCP, les membres ont été invités à soumettre leurs commentaires sur ce point de l'ordre du jour après la réunion.
159. Le Président a résumé l'accord reflété dans le document intersessions, « Modalités et procédures de la 46e réunion virtuelle du CCP de l'ONUSIDA », par le biais duquel les participants du CCP ont été invités à soumettre leurs commentaires. Ce document et sa présentation préenregistrée ont été mis à la disposition de tous les participants avant la réunion et ont fait l'objet d'une réunion préalable du CCP. Le Président a indiqué les délais d'envoi des commentaires écrits.
160. Dans leurs commentaires, les membres ont soutenu la mise en œuvre intégrale des recommandations du CCI, notamment la nécessité d'améliorer la surveillance par le CCP ainsi que de préciser les rôles et responsabilités du Conseil. Plusieurs membres ont soutenu la révision du Modus operandi (dans le cadre du mandat de l'ECOSOC) afin de clarifier les rôles du CCP. Ils se sont appuyés sur l'assurance par le CCI que ses recommandations pouvaient être mises en œuvre sans modifier les résolutions existantes de l'ECOSOC. À cet égard, les membres ont spécifiquement attiré l'attention sur l'article 32 du Modus operandi actuel.
161. Les membres ont souligné la nécessité d'un Programme commun souple et solide, et ont mis en garde contre des dispositions qui pourraient conduire à un micro-management du Secrétariat. La nécessité de renforcer les liens avec les Coparrainants, tant avec leurs organes directeurs qu'aux niveaux national et régional, a également été soulignée.

162. Certains membres attendent du Groupe de travail qu'il observe le calendrier actuel et les termes de référence correspondants. D'autres étaient ouverts à une adaptation du calendrier mais ont souligné que toute modification du Modus operandi devrait être finalisée de manière à être en adéquation avec la prochaine stratégie de l'ONUSIDA.

7. Dernières informations sur la mise en œuvre du Plan d'action de gestion

163. Compte tenu de leur cohésion matérielle et des principaux concepts qui se recourent, les points de l'ordre du jour 7. Dernières informations sur la mise en œuvre du Plan d'action de gestion et 8. Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines ont été présentés simultanément, suivis d'une discussion combinée.
164. Tim Martineau, Directeur exécutif adjoint de la gestion et de la gouvernance de l'ONUSIDA, a assuré au Conseil que la haute direction s'engageait à mettre pleinement en œuvre le Plan d'action de gestion, qui jette les bases d'un changement culturel synonyme de transformation. L'objectif consistait à garantir un lieu de travail sain, sûr et inclusif où l'ensemble du personnel de l'ONUSIDA peut être récompensé de son travail.
165. Il a affirmé que le Plan d'action de gestion renforçait le changement de culture, améliorerait la communication interne et favorisait le bien-être du personnel. Il a indiqué que les mesures visant à renforcer la justice interne et les voies de recours se poursuivaient. Il a souligné l'importance d'un leadership depuis le sommet et d'un fort engagement du personnel, ainsi que de mesures de redevabilité et de recours solides et visibles.
166. Les principales initiatives prévues pour les 18 prochains mois comprennent un processus d'apprentissage de l'action en faveur de l'égalité des sexes, des dialogues structurés et de nouveaux outils pour l'engagement et la collaboration du personnel. Le Secrétariat souhaite une collaboration plus inclusive et fondera son travail sur des principes féministes. Revenant sur les commentaires des participants, il a fait savoir que la discussion sur le racisme et la lutte contre le racisme serait incluse dans le processus.
167. M. Martineau a déclaré au CCP que l'enquête auprès du personnel avait montré que 59 % des collaborateurs avaient fait état de bien-être pendant la pandémie de COVID-19, mais que cela signifiait également que 41 % étaient sous pression. Il a résumé les résultats d'autres enquêtes menées auprès du personnel qui ont montré une satisfaction générale à l'égard des mesures prises par la direction de l'ONUSIDA, mais qui ont également indiqué que davantage de travail était nécessaire pour modifier la culture organisationnelle de la manière souhaitée.
168. Il a ensuite résumé les autres mesures prises, notamment le renforcement du Bureau de la déontologie (qui relève désormais de la Directrice exécutive par l'intermédiaire du Chef de cabinet) et l'élaboration d'un projet de politique sur les intimidations, le harcèlement sexuel, la discrimination et l'abus de pouvoir (qui a été examiné par le Cabinet). En outre, une enquête sur l'engagement du personnel professionnel pilotée par l'administration est en cours d'élaboration.
169. Il a assuré aux participants que l'ONUSIDA contribuerait aux discussions à l'échelle des Nations Unies sur les prochains rapports thématiques du CCI et a mentionné deux examens internes auxquels l'ONUSIDA contribuera.

170. Selon M. Martineau, ces mesures appréhendées dans leur ensemble constituent un programme de changement unifié et comprennent de nouvelles actions pour faire avancer le Plan d'action de gestion et le changement de culture, le suivi des recommandations du CCI ainsi que la mise en œuvre et la contribution aux réformes en cours du Système de développement des Nations Unies.

8. Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines

171. Alison Holmes, Directrice des ressources humaines à l'ONUSIDA, a présenté la mise à jour. Elle a résumé les principales initiatives RH, en s'appuyant également sur trois documents de séance qui décrivaient la situation des effectifs et les mesures liées à l'administration de la justice récemment adoptées. Ces mesures comprennent un processus renforcé d'évaluation et de sélection des Directeurs nationaux de l'ONUSIDA et la concrétisation de la parité hommes-femmes à ces postes. L'ONUSIDA a pour objectif d'utiliser des centres d'évaluation similaires pour sélectionner d'autres postes de direction.
172. Mme Holmes a indiqué que la dotation en personnel globale était plus ou moins équilibrée entre les sexes mais qu'un meilleur équilibre pourrait être atteint aux niveaux les plus élevés. Elle a expliqué au CCP que le Secrétariat s'efforçait d'attirer et de retenir les jeunes talents, par exemple en mettant en place des rémunérations pour les stagiaires. Il crée également davantage de postes de débutant afin d'améliorer la représentation des différentes catégories d'âge dans ses effectifs.
173. Elle a fait remarquer que plusieurs dossiers impliquant des membres du personnel avaient été résolus et elle a renvoyé les participants au document de séance apportant des informations supplémentaires. Cinq procédures disciplinaires ont été menées à leur terme en 2019, dont quatre ont abouti au licenciement ou à la rupture du contrat des collaborateurs concernés. Des mesures ont également été prises afin de renforcer les capacités de résolution informelle des problèmes.
174. Concernant l'apprentissage, la gestion des performances et le développement des carrières, Mme Holmes a indiqué que le Secrétariat avait mis en place un programme d'apprentissage sur la réforme de l'ONU, étendu le processus de rétroaction à 180 degrés dans le cadre de la gestion des performances et élaboré une stratégie relative à la santé mentale (un conseiller pour le bien-être et la santé mentale a rejoint le personnel du Secrétariat cette année).
175. Pour l'avenir, elle a expliqué que la majorité des engagements du Plan d'action de gestion seraient intégrés aux pratiques RH standard, que des experts en ressources humaines seraient déployés dans les régions et que le processus d'apprentissage de l'action pour l'égalité des sexes serait facilité.
176. Elle a déclaré au Conseil que la pandémie de COVID-19 impliquait des défis mais qu'elle avait également créé des opportunités d'optimisation des procédures et d'adoption de modalités de travail plus flexibles.
177. Les membres ont remercié le Secrétariat pour ces rapports et l'ont félicité pour les mesures prises jusqu'à présent pour mettre en œuvre le Plan d'action de gestion. Ils ont salué le plan de transformation culturelle de la Directrice exécutive et ont demandé plus d'informations sur ce qu'il implique. Ils ont également apprécié les efforts déployés pour préserver le bien-être du

personnel pendant la pandémie de COVID-19.

178. Les membres ont salué l'engagement du Secrétariat à mettre pleinement en œuvre le Plan d'action de gestion et les recommandations du CCI. Ils ont également salué ses efforts visant à encourager une inclusion plus poussée. Ils ont noté que la mise en œuvre du Plan d'action de gestion était primordiale pour un UBRAF entièrement financé et ils ont exhorté le CCP à s'assurer que le Programme commun était correctement soutenu et financé afin de remplir son mandat.
179. Les intervenants ont noté avec approbation que huit des principales actions du Plan d'action de gestion avaient déjà été pleinement mises en œuvre et ont déclaré qu'ils reconnaissaient les efforts déployés en vue d'intensifier l'accent mis sur le changement de culture et l'adoption de principes féministes dans ce processus.
180. Les membres ont toutefois insisté sur le fait qu'il était nécessaire de faire mieux dans les domaines où les progrès sont lents, notamment la mise en œuvre rapide de l'enquête auprès du personnel. Il s'agit à leurs yeux de l'instrument le plus important pour mesurer l'impact réel des activités du Plan d'action de gestion, conformément aux recommandations du récent rapport de l'auditeur externe. Le Secrétariat a été invité à mener la prochaine enquête dans les meilleurs délais afin de permettre la discussion des résultats lors de la réunion du CCP de décembre 2020.
181. Les membres ont insisté pour que l'approche fondée sur les droits de l'homme qui guide le travail de l'ONUSIDA s'applique également à son personnel. Selon eux, le bien-être du personnel et la gestion des ressources humaines sont indispensables à un ONUSIDA fonctionnel, dynamique et tourné vers l'avenir. Ils se sont félicités de l'accent mis dans le rapport sur le bien-être du personnel et ont rappelé leur espoir que des systèmes efficaces soient mis en place pour garantir la dignité au travail de tout le personnel, y compris au niveau des pays. La désignation d'un conseiller du personnel de l'ONUSIDA pour la santé mentale et le bien-être a été saluée.
182. Le personnel a été félicité pour sa contribution à la transformation de l'organisation. Toutefois, les résultats de l'enquête montrent que certains collaborateurs étaient encore victimes d'abus de pouvoir et d'autres formes de comportements indésirables. Les cas de discrimination présumée fondée sur la séropositivité des personnes constituent également une préoccupation majeure. Les membres se sont renseignés sur la publication de la politique relative à la prévention des intimidations, du harcèlement sexuel, de la discrimination et des abus de pouvoir en 2021.
183. Les intervenants ont fait référence au rapport de l'auditeur interne, qui a demandé un renforcement du processus afin de garantir que les plaintes soient traitées et résolues dans les meilleurs délais. Ils ont également noté que l'établissement d'un accord de niveau de service avec le Bureau des services juridiques de l'OMS était en cours. De plus amples informations ont été demandées sur la manière dont le Secrétariat s'assurera de la conclusion des enquêtes dans les six mois (trois mois pour les affaires hautement prioritaires).
184. Les progrès réalisés en matière de changement des cultures de comportement ont été salués, au même titre que les mesures prises en vue de la création d'un Bureau de la déontologie indépendant et de l'introduction d'un point à l'ordre du jour sur la surveillance au sein du CCP. Le Secrétariat a été chargé d'accélérer le recrutement d'un Directeur du Bureau de la déontologie et de faire le point

sur le lancement des activités du Bureau.

185. Les membres ont demandé à être informés du renforcement des capacités juridiques internes et ont encouragé l'ONUSIDA à consolider les systèmes de justice interne et de recours en collaboration avec les plateformes appropriées du système des Nations Unies. De plus amples informations concernant les visites d'inspection de routine, en particulier pendant les confinements dus à la COVID-19, ont également été demandées.
186. Les intervenants ont salué les efforts déployés pour la promotion de la représentation géographique et l'amélioration de la parité des sexes. Ils ont appelé au respect des plans du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et ont souligné la nécessité de la parité des sexes à tous les niveaux. Il a été demandé au Secrétariat d'inclure une section sur la diversité des sexes dans ses futurs rapports au CCP sur la gestion des ressources humaines. Une demande d'informations a également été formulée sur d'autres marqueurs de diversité, en plus du sexe et de la nationalité. Des inquiétudes ont été exprimées quant au fait que le sexe biologique des collaborateurs était automatiquement censé représenter l'identité qu'ils avaient choisie.
187. Les intervenants ont salué l'engagement de l'ONUSIDA à s'attaquer aux questions de racisme et de lutte contre le racisme. Ils ont également demandé si les outils et les méthodes employés dans le cadre du processus d'apprentissage de l'action pour l'égalité des sexes pouvaient être adaptés aux thématiques du racisme.
188. Les intervenants ont suggéré qu'un processus d'évaluation du personnel à 360 degrés soit mis en place. Ils ont demandé au Secrétariat davantage d'informations sur les critères utilisés pour l'évaluation des performances.
189. Les membres ont fait part de leur inquiétude au sujet du régime d'assurance maladie du personnel, étant donné que des collaborateurs de l'ONUSIDA ont encore fait état de difficultés d'accès aux soins en temps utile dans certains pays. Ils ont insisté sur le fait que cette question nécessitait d'être rapidement examinée.
190. L'ONUSIDA a également été encouragé à finaliser une politique cohérente de mobilité du personnel et a été invité à transmettre des informations en la matière. Il a été suggéré qu'un examen de la politique de mobilité pourrait contribuer à la résolution de certains des problèmes de gestion des ressources humaines relevés dans les rapports des auditeurs.
191. Les membres se sont dits confiants quant au fait que le Programme commun continuerait à faire avancer le Plan d'action de gestion et ont demandé qu'un rapport soit réalisé pour la réunion du CCP de décembre 2020.
192. Il a été demandé au Secrétariat de fournir tous les documents, en anglais et en français, avant la réunion du CCP.
193. En réponse, Mme Holmes a confirmé qu'un examen de la politique de mobilité était sur le point d'être conclu. Elle a expliqué qu'un consultant avait organisé des discussions de groupe dans l'ensemble de l'organisation et avait préparé un rapport, qui a été analysé. Un rapport contenant des recommandations est en cours d'achèvement et sera présenté à la Directrice exécutive et à ses collègues. L'objectif consiste à mettre en œuvre les changements recommandés au cours du prochain cycle de mobilité.
194. Concernant les rapports de gestion des performances à 360 degrés, elle a

indiqué que les rapports à 180 degrés avaient été prolongés après avoir été testés en 2019. Elle a noté que l'ONUSIDA avait vu l'intérêt d'une rétroaction vers le haut.

195. Mme Holmes a assuré aux participants que l'ONUSIDA dépasserait les identités sexuelles binaires dans ses enquêtes et ses rapports. Les efforts visant à atteindre les groupes et les pays sous-représentés afin d'élargir la représentation se poursuivront également. Elle a assuré au Conseil que le Secrétariat de l'ONUSIDA travaillait d'arrache-pied pour aboutir à une dotation en personnel diversifiée (en matière de genre, de représentation géographique, etc.). Les efforts ont surtout porté sur le personnel affilié. La représentation des sexes s'est améliorée mais il faudra en faire davantage pour améliorer la parité des sexes aux plus hauts niveaux.
196. Concernant l'alignement avec les autres agences des Nations Unies, Mme Holmes a déclaré qu'un réseau de ressources humaines existait dans chacune de ces agences et qu'il était resté actif pendant la période perturbée que nous traversons.
197. Efraim Gómez, Chef de cabinet de l'ONUSIDA, a fait le point sur le processus de changement de l'action pour l'égalité des sexes, déclarant qu'il s'agissait d'un processus complet et ambitieux. Il a expliqué que le personnel serait engagé progressivement, au fil de l'évolution du processus. Le processus se déroulera pendant un certain temps et convergera avec de nombreux autres processus de changement en cours. Il a souligné deux aspects du processus : l'accent mis sur les aspects structurels de la discrimination et son aspect central prononcé (par exemple sur le racisme, l'orientation sexuelle et l'identité de genre).
198. M. Martineau a ajouté que les capacités juridiques en matière de ressources humaines avaient été augmentées et que l'ONUSIDA travaillait avec l'OMS en vue de renforcer ces capacités au-delà des thématiques de ressources humaines. Il a souligné qu'un Directeur de la déontologie était en poste et qu'un processus de recrutement débuterait à la fin de 2020 dans le but d'engager à temps plein une personne indépendante et expérimentée. En réponse à une question sur les inspections de routine dans les bureaux nationaux pendant les confinements dus à la COVID-19, il a affirmé qu'une grande partie d'entre elles pouvaient être effectuées « virtuellement ».
199. Il a indiqué que le Secrétariat était confiant quant au fait de pouvoir rendre compte de plusieurs questions lors de la réunion du CCP de décembre 2020, notamment quant aux progrès réalisés sur l'accord de niveau de service avec les IOS. Une politique sur le harcèlement finalisée devrait être en vigueur d'ici là, la prochaine enquête sur le personnel devrait être terminée et un processus de visites d'inspection de routine devrait être opérationnel.
200. Mme Byanyima a fait savoir qu'elle appréciait les préoccupations concernant les retards dans la finalisation des enquêtes sur les plaintes, mais elle a assuré au Conseil que l'ONUSIDA avait fait tout ce qui était en son pouvoir pour accélérer ces processus. Elle a rappelé que certaines de ces tâches dépendaient du travail et des plannings des prestataires de services, et qu'elles n'étaient donc pas sous le contrôle direct de l'ONUSIDA. L'ONUSIDA s'efforce de faire en sorte que ses prestataires fournissent au personnel les services qu'il mérite. Elle a ajouté que le système judiciaire des Nations Unies avait généralement tendance à prendre du retard et, par conséquent, à ne pas toujours rendre la justice en temps voulu. Le Secrétariat discute de

l'établissement de normes et de délais plus clairs avec l'OMS et tiendra le CCP informé. Elle a expliqué que l'ONUSIDA, en tant que petite entité, ne pouvait pas régler tous ces problèmes à lui seul.

201. La Directrice exécutive a rappelé que le Secrétariat avait bien une politique relative au harcèlement et a fait savoir que la priorité était désormais de la diffuser. Elle sera communiquée à l'ensemble des collaborateurs afin que ces derniers comprennent comment les infractions sont définies, en quoi consistent les systèmes de signalement et de recours et quels sont les dispositifs de soutien disponibles.
202. Elle a souligné que l'ONUSIDA utilisait une approche croisée en matière de harcèlement et de discrimination. Elle a cependant également reconnu que l'ONUSIDA était « en retard » sur la question de l'identification du sexe et qu'elle apporterait rapidement les changements nécessaires. Elle s'est également déclarée préoccupée par les informations faisant état de violations des droits de l'homme pendant les confinements dus à la COVID-19 et a assuré que l'ONUSIDA travaillait avec l'université de Georgetown, aux États-Unis, et avec des partenaires sur le terrain afin de suivre l'évolution de la situation.
203. En conclusion, Mme Byanyima a expliqué que l'ONUSIDA renforçait son rôle d'organisation de partage des connaissances avec les Coparrainants et les partenaires.

9. Rapports de contrôle organisationnel

204. L'auditeur interne, David Webb, Directeur des services de contrôle interne de l'OMS, a déclaré qu'il se félicitait de l'occasion qui lui était donnée de présenter officiellement le rapport au CCP pour la première fois. Il a présenté ce rapport, en précisant qu'une version préliminaire avait été transmise à l'ONUSIDA avant la réunion virtuelle du CCP.
205. Il a indiqué que la charte des IOS avait été révisée, apportant davantage de clarté sur son rôle. L'ONUSIDA a financé un poste d'auditeur principal de niveau P5 et a remboursé aux IOS les frais réels engagés en rapport avec les enquêtes. Il a précisé que l'analyse des charges de travail figurait dans le document en question. Fin 2019, une étude d'experts a identifié des domaines nécessitant une amélioration de la fonction d'enquête de l'OMS, notamment l'appui aux exigences régionales et la nécessité d'actualiser la politique d'enquête des IOS.
206. Des discussions sont en cours sur le protocole d'accord actuel et sur les demandes de révision des dispositions afin de refléter les attentes en matière de niveau de service à la lumière de la mise en œuvre du Plan d'action de gestion et des contraintes liées à la COVID-19. Les rôles opérationnels correspondants ainsi que les éventuels problèmes de ressources seront pris en compte.
207. Concernant les résultats des audits de 2019, il a expliqué que les IOS utilisaient un système de notation à quatre niveaux. L'efficacité globale des contrôles opérationnels a été légèrement moins bonne qu'en 2018, sans qu'aucun audit ne soit jugé satisfaisant ou insatisfaisant.
208. Les résultats d'audit moins satisfaisants dans certains bureaux nationaux semblent s'expliquer en partie par les environnements opérationnels à haut

risque audités au cours de l'année précédente. Ces audits avaient été sélectionnés à la suite d'un processus d'évaluation des risques.

209. Le pourcentage de recommandations ouvertes a été sensiblement réduit à 21 %, contre 32 % dans le rapport de l'année précédente. Il a conclu en expliquant que les IOS avaient également fait état de bonnes pratiques et d'améliorations dans leur travail de management afin de lutter contre les abus de pouvoir.
210. L'auditeur externe, Lito Martin, Directeur des audits externes pour le compte de l'OMS, a présenté son rapport. Il a expliqué que l'audit avait pour principal objectif de fournir une assurance indépendante sur la conformité des états financiers avec les normes IPSAS.
211. Il a précisé au CCP que le rapport actuel mettait en évidence un avis d'audit sans réserve sur les états financiers de 2019 et concluait que les états financiers présentaient fidèlement la situation financière de l'ONUSIDA, ses résultats financiers, les changements dans ses actifs nets, etc., conformément aux normes IPSAS.
212. Le rapport a également mis en évidence les outils, les cadres et les systèmes mis en œuvre par l'ONUSIDA dans le but de renforcer la redevabilité et la transparence ainsi que d'améliorer l'efficacité et le rendement. Il s'agit notamment de l'adoption des normes IPSAS en 2012, de l'adoption d'une politique de gestion des risques, de l'élaboration d'un cadre de contrôle interne, de la mise en œuvre de l'UBRAF, de l'élaboration d'un manuel des achats et d'améliorations dans la gestion des ressources humaines et la mise en œuvre de la coopération financière directe. Les opportunités d'améliorer les résultats des rapports dans le cadre de l'UBRAF et de poursuivre la mise en œuvre des enquêtes auprès du personnel et du Plan d'action de gestion ont également été notées.
213. Les membres se sont vivement félicités de l'introduction des rapports de contrôle en tant que points indépendants à l'ordre du jour des réunions du CCP et ont salué la réussite de l'audit externe. L'étape suivante consiste à ajouter une réponse écrite de la direction aux futurs rapports. Les intervenants ont commenté la diminution du nombre d'audits de contrôle interne (de six en 2018 à quatre en 2019) et ont cherché à en savoir plus sur les plans visant à les augmenter.
214. Les membres ont noté la diminution des recommandations d'audit ouvertes et ont reconnu les améliorations apportées en matière de gouvernance, de redevabilité et de domaines associés. Ils ont salué les efforts de la direction visant à lutter contre les éventuels abus de pouvoir, ainsi que l'élaboration en cours d'évaluations annuelles des risques (notamment les conséquences de la COVID-19 pour l'ONUSIDA). Toutefois, ils ont également noté le pourcentage élevé de rapports partiellement satisfaisants qui nécessitent des améliorations importantes.
215. Plusieurs domaines nécessitant des améliorations supplémentaires ont été mis en évidence, notamment la protection des actifs, l'environnement de contrôle et la gestion des risques. Les difficultés d'adéquation entre les compétences et les postes vacants dans le cadre de la politique de mobilité et les retards dans l'attribution des postes vacants ont également été cités comme des domaines à améliorer. La nécessité de renforcer les liens entre les objectifs nationaux et les indicateurs de l'UBRAF a également été mentionnée.

216. L'attention a été attirée sur les conclusions du rapport de l'auditeur interne, notamment sur les risques liés à « l'environnement de contrôle - le ton est donné au sommet ». Ces préoccupations sont considérées comme sérieuses.
217. La lenteur des progrès dans l'amélioration des systèmes de justice et de recours internes a été soulignée. Les membres ont spécifiquement mentionné l'adoption et l'application d'un cadre de prévention et de lutte contre le harcèlement, les abus et la discrimination ainsi que de renforcement de la protection contre les dénonciations.
218. Les membres ont déclaré qu'ils étaient conscients de la difficulté pour l'ONUSIDA d'accélérer la résolution des cas, mais qu'ils souhaitaient que le CCP soit régulièrement informé des progrès réalisés. Il a été demandé au Secrétariat si les niveaux actuels des IOS étaient suffisants pour les besoins de l'ONUSIDA. Ils ont évoqué la nécessité d'un accord de niveau de service et d'autres normes améliorées pour un soutien de qualité et dans les meilleurs délais des IOS en matière d'enquête. Le Secrétariat a été invité à examiner les possibilités de mettre en place un système d'enquête et de recours externe et indépendant.
219. Les intervenants ont également noté que l'audit interne avait mis en évidence des différences significatives en matière de contrôle interne aux niveaux régional et national et ont demandé comment l'ONUSIDA allait traiter cette question. La Directrice exécutive a été invitée à expliquer comment ces préoccupations seraient prises en compte.
220. Les membres ont pris note de l'observation du rapport du CCI selon laquelle l'ONUSIDA était l'une des cinq organisations participantes au CCI qui ne disposaient pas d'un comité de contrôle indépendant pour faire le lien entre le CCP et la direction exécutive. Le groupe de travail du CCI a été invité à faire avancer la recommandation 5 du CCI sur la création éventuelle d'un comité de contrôle.
221. Les intervenants ont fait remarquer que, selon les audits, les allégations de harcèlement avaient augmenté en 2019, mais ils ont également ajouté que cela pourrait refléter soit une amélioration des mécanismes de signalement, soit une augmentation réelle des incidents. À leurs yeux, quelles que soient les circonstances, ces problèmes doivent être réglés.
222. En réponse, M. Webb a assuré aux participants que les IOS jouaient un rôle efficace en veillant au caractère approprié de l'environnement de contrôle. Il a décrit les ressources consacrées à ces tâches et la manière dont les éléments d'audit ont été sélectionnés. Il a également décrit la répartition des ressources afin de couvrir divers sujets et domaines d'audit. L'objectif était d'identifier les problèmes dans les différentes entités et de noter où les défis systémiques sont apparus et ont nécessité des actions d'ensemble.
223. Il a convenu avec les intervenants qu'un leadership et un contrôle forts au plus haut niveau de l'organisation étaient indispensables, mais il a ajouté qu'il était également important que les autres fonctions comprennent et soient conscientes de ce qui est attendu d'elles. Selon lui, les mesures de l'ONUSIDA en matière de gestion devraient apporter des améliorations au fil du temps, bien que le fait que seulement 43 % des contrôles aient été jugés efficaces soit préoccupant.
224. Enfin, il a expliqué que les discussions sur les dispositions relatives au niveau de service visaient notamment à clarifier les attentes et à améliorer la

communication.

225. L'auditeur externe, M. Martin, a remercié les membres pour leurs commentaires. Il a rejoint les intervenants quant au fait qu'il était important que les dirigeants donnent le ton. Il a noté que plusieurs cadres (dont le Plan d'action de gestion) étaient désormais en vigueur au niveau du siège. Selon lui, une fois qu'ils auront été assimilés et déployés dans les bureaux nationaux et régionaux, les contrôles devraient s'améliorer. Il a également convenu qu'il serait utile d'augmenter le nombre de bureaux audités.
226. En réponse, M. Farhat, Directeur financier de l'ONUSIDA, a affirmé que l'ONUSIDA accordait une grande importance à ces commentaires. Concernant certaines des préoccupations soulevées à propos des audits internes, il a indiqué que les audits réalisés en 2019 avaient été identifiés avec les IOS et que l'accent avait été mis sur les domaines à haut risque, ce qui, selon lui, explique en partie les résultats insuffisants.
227. Il a indiqué qu'en 2019, le nombre de recommandations d'audit interne était passé de 39 à 21. Depuis la publication de l'audit interne, 30 recommandations supplémentaires ont été entièrement classées. Il a assuré au CCP que l'ONUSIDA avait agi rapidement sur les recommandations restantes et veillerait à leur mise en œuvre globale.
228. À ses yeux, bien qu'étant conscient que des améliorations supplémentaires sont nécessaires, l'ONUSIDA est convaincu que les systèmes de gestion et d'évaluation des risques en vigueur et les évaluations des risques du contrôle interne fourniront les outils permettant d'identifier les bureaux nationaux les plus exposés au risque et d'agir en conséquence. Il est essentiel de renforcer les capacités des bureaux nationaux et régionaux et de veiller à ce qu'ils disposent des outils et de la formation appropriés (par exemple en matière d'achats, etc.) afin de réduire tout risque résiduel.
229. M. Farhat a ajouté que l'ONUSIDA travaillait en étroite collaboration avec les IOS. Il a instauré un comité de gestion des risques chargé d'examiner les risques identifiés et de donner des conseils sur les mesures à prendre. Il a assuré aux participants que l'ONUSIDA continuerait à s'améliorer et a confirmé qu'à l'avenir, il publierait une réponse de la direction avec les rapports d'audit interne et externe et rendrait compte des progrès réalisés.
230. Concernant l'audit externe, il a rappelé aux participants que l'ONUSIDA avait enregistré un taux de mise en œuvre de 100 % au cours des huit dernières années et s'était engagé à poursuivre sur cette voie.

10. Déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA

231. Stuart Watson, Président de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA (USSA), a brièvement décrit les rôles et les fonctions de l'Association. Il a expliqué que la pandémie de COVID-19 mettait en évidence plusieurs préoccupations concernant le bien-être du personnel, notamment les difficultés d'accès aux soins par l'intermédiaire des prestataires de services dans certains pays. La dernière enquête auprès du personnel a révélé plusieurs cas dans lesquels le traitement de collaborateurs avait été retardé ou empêché.
232. Résumant les principaux résultats de l'enquête, il a indiqué que 73 % du

personnel estimaient que leur charge de travail avait augmenté pendant la pandémie (plus que lors de l'enquête de 2019) et que 70 % des collaborateurs déclaraient avoir discuté de la question avec leurs supérieurs (mais seulement la moitié d'entre eux pensent que cela a conduit à des changements positifs). Il a affirmé au CCP que le personnel du Secrétariat était de plus en plus surchargé et stressé.

233. L'enquête a également montré que les décisions en matière de recrutement, de promotion et de mobilité étaient encore perçues par de nombreux collaborateurs comme manquant de transparence et ouvrant la voie au favoritisme. Il espère constater des progrès dans ces domaines au cours de l'année à venir.
234. M. Watson a précisé que l'USSA avait continué à œuvrer auprès de la direction sur les processus de ressources humaines de base et sur la marche à suivre pour résoudre les problèmes rencontrés par le personnel. Il a également ajouté qu'il était conscient des nombreuses interventions effectuées sur ces questions lors de la réunion virtuelle du CCP.
235. Revenant sur l'enquête auprès du personnel, il a affirmé que 43 % des personnes interrogées déclaraient avoir subi au moins un incident d'incivilité au cours de l'année précédente et que trois cas de harcèlement sexuel avaient été signalés.
236. Il a remercié la Directrice exécutive pour son engagement positif sur plusieurs problèmes et pour son implication précoce auprès du personnel par le biais notamment de réunions publiques, ajoutant qu'il espérait que cela devienne un élément habituel de la culture organisationnelle. Il a également salué le renforcement des capacités politiques et juridiques du service des ressources humaines ainsi que les mesures prises pour promouvoir la transparence et la redevabilité.
237. Il a poursuivi en saluant la concrétisation de plusieurs recommandations du Plan d'action de gestion ainsi que les déclarations des participants relatives aux questions de diversité des sexes. Il a assuré que l'Association du personnel travaillerait avec la direction en vue de contribuer à piloter ces changements.
238. Les membres ont remercié le personnel du Secrétariat pour son travail et ses efforts acharnés. Ils ont noté de nombreuses évolutions positives, notamment l'engagement accru de la Directrice exécutive, et ont appelé à des actions efficaces afin de garantir au personnel un accès rapide et adéquat aux services de santé nécessaires dans tous les bureaux.
239. Les membres ont pris note des bonnes relations entre le personnel et la direction, mais s'inquiètent du fait que le Secrétariat peine encore à susciter la confiance concernant les décisions de mobilité et le nombre limité d'opportunités d'apprentissage et de développement.
240. Ils ont exprimé leur soutien à l'appel continu de l'Association du personnel en faveur d'une refonte complète de la politique de mobilité dans le but d'accroître la transparence, l'équité et la cohérence ainsi que de garantir que les bonnes personnes occupent les bons postes. Il a également été recommandé de promouvoir la mobilité entre les agences.
241. Les membres ont mis en évidence plusieurs autres domaines nécessitant une attention particulière. Ils ont demandé un soutien plus important pour le bien-

être du personnel dans le cadre de la pandémie de COVID-19 et ont appelé à plus d'équité et de transparence ainsi qu'à prévenir le favoritisme autour des décisions de promotion, de recrutement et de mobilité.

242. Les membres ont souligné que la santé et le bien-être du personnel étaient primordiaux et se sont dits troublés par le fait que près des trois quarts des personnes interrogées lors de l'enquête estimaient que leur charge de travail avait augmenté au cours des 12 mois précédents. Les intervenants ont exprimé leur inquiétude concernant les niveaux élevés d'épuisement professionnel du personnel.
243. Ils ont encouragé les actions visant à assurer au personnel une charge de travail raisonnable et ont appelé le Secrétariat à pourvoir les postes vacants, estimant qu'il devrait éviter de considérer le retardement ou l'annulation du recrutement du personnel nécessaire comme un moyen de faire face au déficit budgétaire.
244. Ils ont indiqué que l'assurance maladie du personnel restait un sujet de préoccupation et ont rappelé qu'un nombre important de lieux d'affectation n'avaient qu'une reconnaissance limitée de l'assurance maladie du personnel en vigueur. Les membres ont insisté pour que ces questions soient résolues de toute urgence et ont demandé à être informés des actions entreprises.
245. Les intervenants ont exprimé leur préoccupation quant au fait que trois cas de discrimination fondée sur l'identification sexuelle réelle ou perçue de collaborateurs avaient été signalés. Ils ont également exprimé leur inquiétude quant au fait que près de la moitié du personnel de l'ONUSIDA ait fait état de faits d'incivilité. Les membres ont affirmé leur tolérance zéro envers le harcèlement ou toute forme d'intimidation. Ils se sont dits encouragés par le fait que les questions de race et de racisme aient été soulevées lors de cette réunion.
246. En réponse, Stewart Watson a remercié les participants pour leurs commentaires et a noté l'appel à une formation approfondie pour la direction sur les questions d'incivilité. Il rejoint les intervenants sur le fait que la charge de travail du personnel constitue un problème de plus en plus important.

11. Autres questions

247. Les participants ont été rapidement informés des récentes initiatives, notamment de mise en réseau, visant à soutenir les personnes qui consomment des drogues, et les problèmes importants auxquels cette communauté est confrontée leur ont été rappelés. Il a été affirmé que les activités et les ripostes menées par les communautés étaient primordiales.
248. La Fédération de Russie a demandé qu'une correction soit apportée à la diapositive 9 de la présentation accompagnant le point 4.1 de l'ordre du jour et a déclaré qu'elle donnerait suite à cette demande par le biais d'un courrier officiel.

12. Clôture de la réunion

249. Mme Byanyima a présenté les remarques finales. Elle a remercié le Président et le bureau du CCP pour avoir préparé la réunion virtuelle et a remercié les membres et les observateurs pour leurs précieuses contributions.

250. Elle a déclaré que le CCP avait constaté comment le Programme commun maintenait son objectif pendant la crise de la COVID-19 tout s'appuyant sur son expérience et sur ce qu'il a appris pour soutenir les ripostes au VIH et à la COVID-19.
251. Elle a remercié les participants pour leurs conseils sur le processus d'élaboration de la prochaine stratégie de l'ONUSIDA. Elle a affirmé que les étapes adoptées étaient ambitieuses. Le Secrétariat présentera au Conseil une ébauche annotée de la prochaine stratégie lors de la réunion du CCP de décembre 2020. L'objectif est de travailler à l'adoption de la prochaine stratégie au début de 2021.
252. Concernant la transformation et le changement de culture interne, Mme Byanyima a remercié les participants pour leur soutien et leur souhait que l'ONUSIDA continue à placer la barre plus haut. Elle a assuré au CCP que l'ONUSIDA était solidaire de tous ceux qui ont été victimes de discrimination et de racisme.
253. Elle a chaleureusement remercié l'Allemagne pour son soutien au travail de l'ONUSIDA ainsi que pour sa reconnaissance des atouts uniques du Programme commun et de l'intérêt d'appliquer à la COVID-19 les enseignements de 25 ans de lutte contre le VIH. Elle a encouragé les autres partenaires et donateurs à suivre l'exemple de l'Allemagne en augmentant également leurs contributions à l'ONUSIDA. Elle a affirmé que le VIH demeurerait une question urgente de justice sociale et que l'ONUSIDA restait engagé dans cette lutte pour la justice.
254. Pour conclure la réunion virtuelle, le Président a remercié l'ONUSIDA, le Bureau du CCP, les participants et les interprètes pour avoir fait de la réunion un succès malgré les circonstances difficiles.
255. La 46^e réunion du Conseil a été ajournée.

[Annexes à suivre]

CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

ONUSIDA/CCP (46)/20.1.rev3

Date de publication : 21 mai 2020

QUARANTE-SIXIÈME RÉUNION

DATE : 23-25 juin 2020

LIEU : Virtuel

Ordre du jour annoté

MARDI 23 JUIN

1. Ouverture

1.1. Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président prononcera le mot d'ouverture de la 46e réunion du CCP.

*Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.1.rev2 ; ONUSIDA/CCP (46)/20.2 ;
ONUSIDA/CCP (46)/20.3*

1.2. Examen du compte-rendu de la 45e réunion

*Présentation au Conseil du compte-rendu de la 45e réunion du Conseil de
Coordination du Programme pour adoption.*

Document : ONUSIDA/CCP (45)/19.38

1.3. Rapport du Directeur exécutif

Réception par le Conseil du rapport de la Directrice exécutive.

Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.4 ; ONUSIDA/CCP (46)/CRP1

1.4. Rapport du président du Comité des organismes coparrainants (COC)

*Présentation par le président du Comité des organismes coparrainants du
rapport du comité.*

Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.5

1.5. Rapport du représentant des ONG (REPORTÉ)

*Le rapport du représentant des ONG mettra en évidence les perspectives
de la société civile sur la riposte mondiale au SIDA.*

Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.6

2. Leadership de la riposte au SIDA (reporté)

*Un intervenant majeur s'adressera au Conseil sur une question d'intérêt actuel et
stratégique.*

MERCREDI 24 JUIN

3. Stratégie de l'ONUSIDA au-delà de 2021

Réception par le Conseil d'une mise à jour sur le processus d'examen et d'élaboration de la stratégie et du calendrier révisé, afin de garantir que la stratégie de l'ONUSIDA reste ambitieuse, visionnaire et fondée sur des données probantes au-delà de 2021.

Documents : ONUSIDA/CCP (46)/20.7

4. Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités (UBRAF)

Le Conseil recevra une mise au point sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines.

4.1. Rapport sur les résultats

Réception par le Conseil d'un rapport sur la mise en œuvre du Cadre unifié 2020-2021 du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA.

Documents : ONUSIDA/CCP (46)/20.8 ; ONUSIDA/CCP (46)/20.9 ; ONUSIDA/CCP (46)/20.10 ; ONUSIDA/CCP (46)/20.11

4.2. Rapports financiers

Réception par le Conseil d'un rapport financier et des états financiers audités pour 2019 ainsi que d'une mise à jour intermédiaire de la gestion financière pour 2020. Documents : ONUSIDA/CCP (46)/20.12 ; ONUSIDA/CCP (46)/20.13

JEUDI 25 JUIN

5. Rapport d'avancement sur la mise en place de l'équipe de travail sur les ripostes communautaires au sida

À la suite de la 46e réunion virtuelle du CCP, les membres du Conseil seront invités à soumettre des commentaires écrits sur le rapport relatif au processus de convocation d'une équipe de travail multipartite géographiquement équilibrée sur les obstacles au financement efficace des ripostes communautaires au sida. Les commentaires seront pris en considération dans le rapport qui sera présenté lors de la 47e réunion du CCP en décembre et repris dans le rapport de la 46e réunion du CCP.

Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.14

6. Rapport du Groupe de travail sur l'examen de la gestion et de l'administration du Corps commun d'inspection du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA)

À la suite de la 46e réunion virtuelle du CCP, les membres du Conseil seront invités à soumettre des commentaires écrits sur le rapport d'avancement du groupe de travail du Conseil de Coordination du Programme sur l'examen de la gestion de l'ONUSIDA par le Corps commun d'inspection. Les commentaires seront pris en considération dans le rapport final qui sera présenté lors de la 47e réunion du CCP en décembre et repris dans le rapport de la 46e réunion du CCP.

Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.15

- 7. Dernières informations sur la mise en œuvre du Plan d'action de gestion**
Le Secrétariat de l'ONUSIDA fera le point sur la mise en œuvre du Plan d'action de gestion depuis son approbation en juin 2019.
Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.16 ; ONUSIDA/CCP (46)/CPR2
- 8. Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines**
Le Conseil recevra une mise au point sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines.
Documents : ONUSIDA/CCP (46)/20.17 ; ONUSIDA/CCP (46)/CRP3 ; ONUSIDA/CCP (46)/CRP4 ; ONUSIDA/CCP (46)/CRP5
- 9. Rapports de contrôle organisationnel**
Réception par le Conseil des rapports des fonctions indépendantes, notamment les rapports d'audit interne et externe, la déontologie et d'autres sujets liés à la redevabilité.
Documents : ONUSIDA/CCP (46)/20.18 ; ONUSIDA/CCP (46)/20.19
- 10. Déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA**
Réception par le Conseil d'une déclaration du Président de l'Association du personnel de l'ONUSIDA.
Document : ONUSIDA/CCP (46)/20.20
- 11. Autres questions**
- 12. Clôture de la réunion**

25 juin 2020

46e session du Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA, Genève, Suisse

23-25 juin 2020

Décisions

Le Conseil de coordination du programme de l'ONUSIDA,

Rappelant que tous les aspects du travail de l'ONUSIDA sont régis par les principes directeurs suivants :

- alignement avec les priorités des parties prenantes nationales ;
- implication significative et mesurable de la société civile, et en particulier des personnes vivant avec le VIH et des populations les plus vulnérables à une infection par le VIH ;
- respect des droits de l'homme et de l'égalité des sexes ;
- utilisation des meilleures connaissances techniques et scientifiques disponibles ;
- promotion d'une riposte globale au sida intégrant prévention, traitement, soins et soutien ;
- principe de non-discrimination ;

Décisions intersessions :

Rappelant que, pour faire face aux circonstances spécifiques dues à la crise sanitaire liée à la COVID-19, il a décidé, par le biais de la procédure intersessions (voir les décisions dans ONUSIDA/CCP (46)/20.2 et ONUSIDA/CCP /(46)/20.3) :

- que sa 46e réunion se déroulera sous la forme d'une réunion virtuelle du 23 au 25 juin 2020, conformément aux dates prévues dans la décision 9.3 de la 41e réunion du Conseil de Coordination du Programme ;
- que la 46e réunion ne consistera qu'en un seul volet décisionnel ;
- que la 46e réunion sera organisée selon les modalités et les règles de procédure exposées dans le document *Modalités et procédures de la 46e réunion virtuelle du CCP de l'ONUSIDA* (ONUSIDA/CCP (46)/20.3) ;
- que le volet thématique prévu pour la 46e réunion du Conseil de Coordination du Programme (*Cancer du col de l'utérus et VIH : s'attaquer aux liens et aux inégalités communes pour sauver la vie des femmes*) sera reporté à la 47e réunion du Conseil de Coordination du Programme, qui se tiendra en décembre 2020 ;
- que le volet thématique prévu pour la 47e réunion du Conseil de Coordination du Programme (*Que nous enseignent les données au niveau régional et national, en tenons-nous compte et comment pouvons-nous mieux utiliser ces données et la technologie y relative pour atteindre nos objectifs à l'horizon 2020 et 2030 ?*) sera reporté à 2021 ;
- que la 47e réunion du Conseil de Coordination du Programme, qui devait se tenir du 15 au 17 décembre 2020, sera prolongée d'une journée afin de traiter les points de l'ordre du jour reportés.

Point 1 de l'ordre du jour : Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

1. *Adopte* l'ordre du jour.

Point 1.2 de l'ordre du jour : Examen du compte-rendu de la 44e réunion

2. *Adopte* le rapport de la 45e réunion du Conseil de Coordination du Programme.

Point 1.3 de l'ordre du jour : Rapport du Directeur exécutif

3. *Prend note* du rapport de la Directrice exécutive.

Point 1.4 de l'ordre du jour : Rapport du Président du COC

4. *Prend note* du rapport du Président du COC.

Point 3 de l'ordre du jour : Stratégie de l'ONUSIDA au-delà de 2021

5.1 *Prend note* de l'état d'avancement (ONUSIDA/CCP (46)/20.7) ;

5.2 *Demande* à la Directrice exécutive de :

- a. présenter les conclusions de l'examen complet de la stratégie actuelle de l'ONUSIDA (2016-2021) et les implications pour les priorités stratégiques après 2021, ainsi que les conclusions de l'évaluation indépendante de la riposte du système des Nations Unies au sida 2016-2019,¹ pour examen par la consultation multipartite au plus tard en septembre 2020 ;
- b. après cette consultation, présenter les résultats de la consultation multipartite avec les options pour la stratégie de l'ONUSIDA au-delà de 2021 lors d'une réunion d'information pour les membres du Conseil de Coordination du Programme et les observateurs ;
- c. présenter, par l'intermédiaire du Bureau du CCP, un document sur les résultats de l'examen et des consultations avec une option pour la stratégie de l'ONUSIDA au-delà de 2021 en vue d'une approbation intersessions au plus tard fin octobre 2020 ;
- d. présenter à la 47e réunion du CCP en décembre 2020 un aperçu annoté de la stratégie de l'ONUSIDA au-delà de 2021 en veillant à ce qu'elle reste ambitieuse, visionnaire et fondée sur des données probantes.

5.3 Convient que, lors de la 47e réunion du CCP (décembre 2020), une décision sera prise sur la nécessité d'une session spéciale pour approuver la stratégie de l'ONUSIDA, éclairée par une décision du Président de l'Assemblée générale sur le calendrier de la réunion de haut niveau.

Point 4 de l'ordre du jour : Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de l'ONUSIDA

Point 4.1 de l'ordre du jour : Rapport de suivi des résultats

6.1 *Prend note* du Rapport de suivi des résultats 2018-2019 et en évalue la portée et la profondeur.

¹ Une évaluation complète et prospective du rôle et des contributions du Programme commun à la réalisation des buts et objectifs de l'UBRAF et de la stratégie 2016-2021 de l'ONUSIDA.

- 6.2 *Salue* les progrès du Programme commun dans le renforcement de l'action conjointe et collaborative au niveau des pays ; *reconnaît* les améliorations dans les rapports analytiques de résultats qualitatifs et quantitatifs alignés sur les objectifs nationaux prioritaires, en mettant l'accent sur l'impact et les résultats ventilés, les domaines prioritaires qui ont pris du retard et les mesures pour y remédier, et les liens plus larges avec le Programme 2030 et la réforme des Nations Unies ; *encourage* le Programme commun à poursuivre ces efforts.
- 6.3 *Demande instamment* à tous les groupes d'intérêt d'utiliser les rapports annuels de suivi des résultats de l'ONUSIDA pour répondre à leurs besoins en matière de rapports et pour orienter la planification des programmes.

Point 4.2 de l'ordre du jour - Rapports financiers

- 6.4 *Accepte* le rapport financier et les états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.
- 6.5 *Prend note* de la mise à jour intermédiaire de la gestion financière de l'exercice biennal 2020-2021 pour la période comprise entre le 1er janvier 2020 et le 31 mars 2020, y compris la reconstitution du Fonds de rénovation des bâtiments.
- 6.6 *Encourage* les gouvernements donateurs à verser des contributions pluriannuelles et à débloquer leurs contributions pour le Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités 2016-2021 dès que possible afin de financer entièrement le budget 2020-2021 de 484 millions de dollars US.
- 6.7 *Exprime* son inquiétude quant au manque à gagner de 15 millions de dollars US actuellement prévu pour l'UBRAF principal et demande une mise à jour sur la situation financière dans le rapport de la Directrice exécutive lors de la 47e réunion du Conseil de Coordination du Programme (décembre 2020).

Point 5 de l'ordre du jour : Rapport d'avancement sur la mise en place de l'équipe de travail sur les ripostes communautaires au sida

- 7.1 *Prend note* du rapport d'avancement sur la mise en place de l'équipe de travail multipartite sur les ripostes communautaires au sida.
- 7.2 *Rappelle* qu'il est demandé aux participants au CCP de soumettre des commentaires écrits en remplacement du débat suivant la 46e réunion du CCP, comme convenu dans le cadre de la procédure intersessions (ONUSIDA/CCP (46)/20.3).

Point 6 de l'ordre du jour : Mise à jour sur le groupe de travail du CCP concernant les recommandations du CCI

- 8.1 *Prend note* du rapport d'avancement du Groupe de travail visant à proposer des options de mise en œuvre des recommandations du Corps commun d'inspection (CCI) au Conseil de Coordination du Programme.
- 8.2 *Rappelle* qu'il est demandé aux participants au CCP de soumettre des commentaires écrits en remplacement du débat suivant la 46e réunion du CCP,

comme convenu dans le cadre de la procédure intersessions (ONUSIDA/CCP (46)/20.3).

Point 7 de l'ordre du jour : Dernières informations sur la mise en œuvre du Plan d'action de gestion

- 9.1 *Prend note* de la mise à jour et *salue* les progrès réalisés jusqu'à maintenant dans la mise en œuvre du Plan d'action de gestion.
- 9.2 *Appelle* à accélérer les progrès, notamment en matière de renforcement des systèmes de justice interne et de recours, y compris en travaillant avec et par le biais des plateformes et processus appropriés du système des Nations Unies.

Point 8 de l'ordre du jour : Mise à jour sur les questions de gestion stratégique des ressources humaines

10. Prend note de la mise à jour des questions stratégiques liées à la gestion des ressources humaines ;

Point 9 de l'ordre du jour : Rapports de contrôle organisationnel

- 11.1 *Salue* l'établissement du point indépendant de l'ordre du jour sur les rapports de contrôle organisationnel.
- 11.2 *Accepte* le rapport de l'auditeur externe pour l'exercice fiscal clos le 31 décembre 2019.
- 11.3 *Prend note* du rapport de l'auditeur interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;
- 11.4 *Demande* à la Directrice exécutive de présenter une réponse écrite de la direction aux rapports des auditeurs externes et internes pour toutes les futures réunions du CCP, sous le point de l'ordre du jour « Rapports de contrôle organisationnel ».

Point 10 de l'ordre du jour : Déclaration du représentant de l'Association du Personnel de l'ONUSIDA

12. *Prend note* de la déclaration du représentant de l'Association du personnel du Secrétariat de l'ONUSIDA.

[Fin du document]